



Bases statistiques et produits généraux

022-1500

Mémento statistique de la Suisse 2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

Téléfax +41 58 463 60 12

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60

Téléfax +41 58 463 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2015. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © vbaleha – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1500

ISBN:

978-3-303-00527-9

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le Mémento statistique de la Suisse offre une sélection de résultats parmi les nombreuses données diffusées par l'Office fédéral de la statistique (OFS), dans plus de vingt thématiques. Il paraît chaque année conjointement à l'Annuaire statistique de la Suisse, la version complète et approfondie de quelque 600 pages.

Au menu des nouveautés, le chapitre Disparités régionales présente cette année un graphique sur le travail à temps partiel en 2013 et un autre sur la garde des petits enfants, dont les données proviennent de l'Enquête suisse sur la population active. Il est intéressant d'y découvrir que la proportion d'enfants allant en garderie varie beaucoup selon les différentes villes de Suisse. Autre nouveauté: le chapitre Travail et rémunération propose un nouveau graphique sur le temps consacré à l'activité professionnelle et au travail domestique et familial en 2013, dont les données proviennent de la même enquête.

2015 est également une année riche en événements puisque les résultats de l'enquête sur les familles et les générations 2013 (enquête thématique du relevé structurel de la population) seront publiés au printemps. Ils devraient permettre de mieux orienter la politique familiale et la politique des générations dans notre pays. L'enquête sur la langue, la religion et la culture (une autre enquête thématique) devrait dévoiler ses résultats quant à elle en fin d'année. Comment pratique-t-on sa religion? A quoi croient les personnes qui se déclarent sans confession? Les réponses à de telles questions pourront aider à orienter la politique du plurilinguisme, la politique culturelle et la politique d'intégration de notre pays.

Autres résultats attendus, ceux de l'enquête Omnibus sur la perception de l'environnement par la population. Les enquêtes Omnibus sont des enquêtes multithématiques réalisées sur un échantillon de population, et dont le but est de fournir rapidement des réponses à des questions politiques et scientifiques d'actualité.

Je saisis cette occasion pour remercier chaleureusement toutes les personnes en Suisse qui répondent à ces différents relevés et enquêtes, et dont la participation est très précieuse car elle permet de fournir des résultats représentatifs et de qualité. Je vous souhaite une bonne lecture.

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, février 2015

Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique, gratuitement et dès leur parution. Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions: tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2013

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2013 en %
Suisse	8 139,6	23,8	73,7	203,5	3,4
Zurich (ZH)	1 425,5	25,4	95,2	858,3	3,8
Berne (BE)	1 001,3	14,5	63,0	171,4	2,2
Lucerne (LU)	390,3	17,2	50,8	273,1	3,4
Uri (UR)	35,9	11,1	0,0	33,9	1,3
Schwytz (SZ)	151,4	19,6	80,3	177,8	3,2
Obwald (OW)	36,5	14,0	0,0	75,9	2,6
Nidwald (NW)	41,9	13,1	87,4	173,4	2,1
Glaris (GL)	39,6	22,2	0,0	58,2	2,6
Zoug (ZG)	118,1	25,9	96,3	570,3	4,4
Fribourg (FR)	297,6	20,8	55,8	186,7	6,9
Soleure (SO)	261,4	20,3	77,6	330,7	2,4
Bâle-Ville (BS)	189,3	34,3	100,0	5117,2	2,4
Bâle-Campagne (BL)	278,7	20,7	91,8	538,4	1,5
Schaffhouse (SH)	78,8	24,7	76,1	264,2	3,2
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,7	15,0	53,2	221,1	1,3
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,8	10,5	0,0	91,5	0,6
Saint-Gall (SG)	491,7	22,9	65,6	252,1	2,7
Grisons (GR)	195,0	17,7	50,2	27,4	1,2
Argovie (AG)	636,4	23,3	66,0	456,1	4,1
Thurgovie (TG)	260,3	23,4	50,1	301,6	4,8
Tessin (TI)	346,5	27,2	88,4	126,4	3,8
Vaud (VD)	749,4	32,8	74,3	265,5	5,1
Valais (VS)	327,0	22,2	57,5	62,7	4,6
Neuchâtel (NE)	176,4	24,9	73,4	246,1	2,5
Genève (GE)	469,4	40,4	99,2	1909,7	2,6
Jura (JU)	71,7	13,6	28,6	85,6	2,4

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2013

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2013	en milliers	Croissance en % 2010–2013
Total	1 111,0	3,4	3 144,2	3,5
Zurich	384,8	3,2	1 232,6	3,7
Genève	191,6	2,2	541,3	2,8
Bâle	167,4	2,6	508,6	2,2
Berne	128,8	3,6	364,2	3,0
Lausanne	132,8	3,9	351,5	4,4
Winterthour	105,7	4,3	145,9	4,3

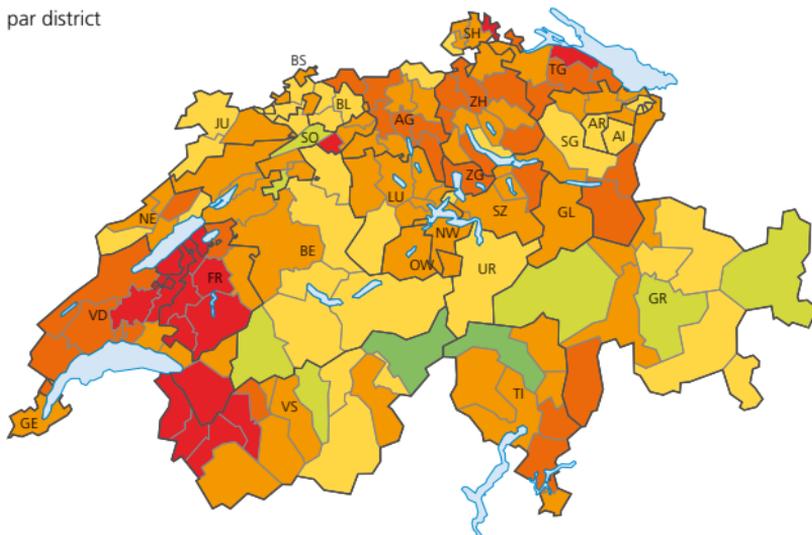
La population est majoritairement citadine

En 2013, la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne).

Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2013: +1,3% contre +1,1).

Croissance démographique, de 2010 à 2013

par district



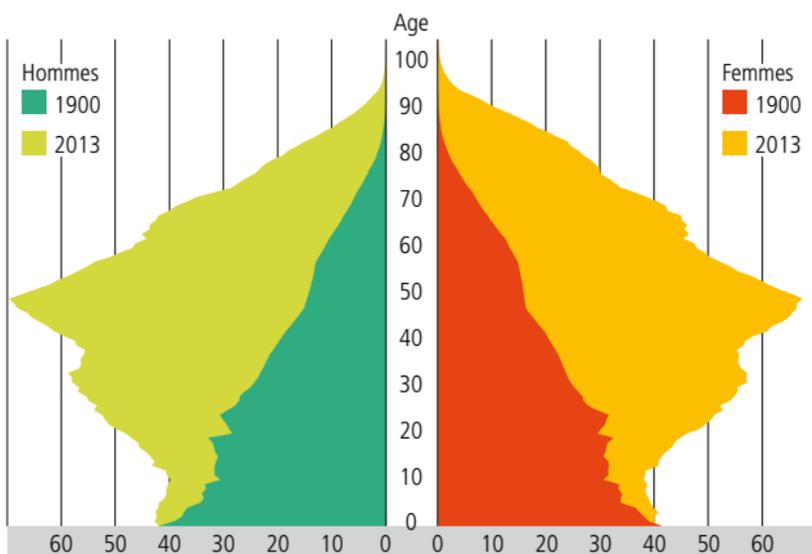
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +3,4 %

■ ≤ -2,0	■ -1,9 – -0,1	■ 0,0 – 1,9	■ 2,0 – 3,9	■ 4,0 – 5,9	■ ≥ 6,0
---	---	---	---	---	--

Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en «sapin» (2013), les générations 1960 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 17,6% en 2013 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2013

Total	82 731
Garçons pour 100 filles	106,1
Part des enfants nés hors-mariage en %	21,1
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2013

Total	64 961
Age au décès	
0–19 ans	524
20–39 ans	857
40–64 ans	7 838
65–79 ans	16 138
≥ 80 ans	39 604

Migrations internationales, en 2013

Immigration	193 302
dont étrangers	167 248
Emigration	106 196
dont étrangers	77 707
Solde migratoire	87 106
Suisses	-2 435
Etrangers	89 541

Migrations internes², en 2013

Total arrivées et départs	480 116
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2013

Total	39 794
Suisse/Suisse	19 517
Suisse/étrangère	7 791
Etranger/Suisse	6 572
Etranger/étrangère	5 914
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,8
Femmes célibataires	29,6

Divorces, en 2013

Total	17 119
avec enfants mineurs (%)	44,7
Durée du mariage	
0–4 ans	2 079
5–9 ans	4 563
10–14 ans	3 199
15 ans et plus	7 278
Indic. conjoncturel de divortialité ³	41,9

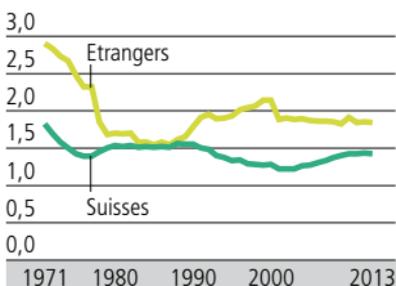
3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Naissances multiples⁴, en 2013

Total	1 503
dont naissances de jumeaux	1 478

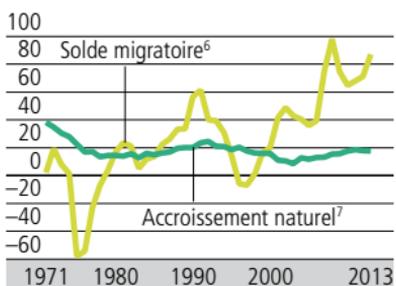
4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

Indicateur conjoncturel de fécondité⁵



5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

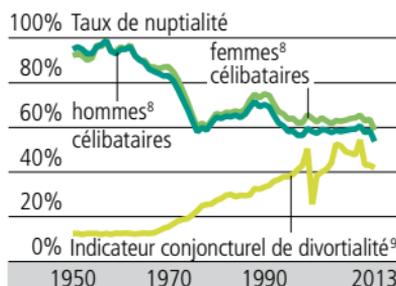
Solde migratoire et accroissement naturel en milliers



6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces



8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

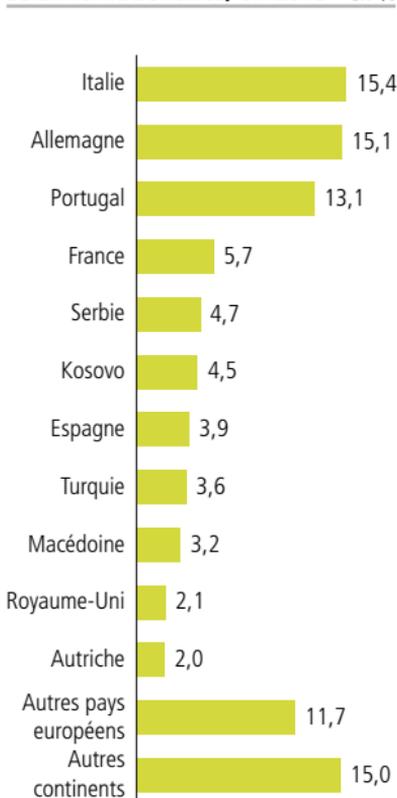
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



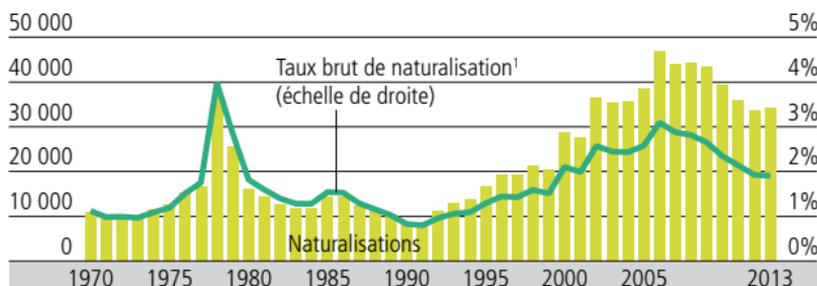
Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2013

	en milliers
Total	2 020,1
Autorisation de séjour (livret B)	616,5
Autorisation d'établ. (livret C)	1 227,9
Fonctionnaires internationaux et diplomates	28,9
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	97,1
Requérants d'asile (livret N)	21,3
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,1
Pas attribué	6,3

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2013



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 23,8%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (55,8%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2013, 34 100 personnes (1,9% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: en 2013, on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 35 chez les Suisses. 28% des enfants nés en Suisse en 2013 sont de nationalité étrangère. En 2013, le nombre des immigrations a augmenté de 10,8% par rapport à 2011. 66% des immigrés étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

En 2012, seuls 27% des ménages privés sont du type «couple avec enfants». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 15% et les familles recomposées 6%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (17'119 en 2013). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a presque doublé entre 2000 et 2013, passant de 11% à 21%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2013) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2013, presque huit mères sur dix (78%) en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères.

Ménages privés, en 2012 en milliers

Total	3 553,7
Ménages d'une personne	1 261,8
Ménages familiaux	2 184,0
Couples sans enfants	1 020,8
Couples avec enfants	965,2
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	198,0
Ménages non familiaux	54,1

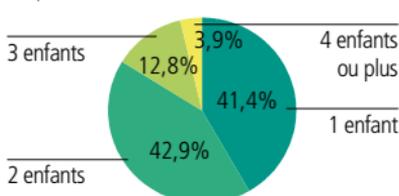
Langues principales, en 2012¹ en %

Allemand	64,9
Français	22,6
Italien	8,3
Serbe et croate	2,5
Albanais	2,6
Portugais	3,4
Espagnol	2,2
Anglais	4,6
Langues turques	1,2
Romanche	0,5
Autres langues	5,1

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

Ménages familiaux avec enfants, en 2012

uniquement enfants de moins de 25 ans



Appartenance religieuse, en 2012² en %

Évangéliques réformés	26,9
Catholiques romains	38,2
Autres communautés chrétiennes	5,7
Communautés juives	0,3
Communautés islamiques	4,9
Autres communautés religieuses	1,3
Sans confession	21,4
Sans indication	1,1

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé

Données climatiques, en 2013

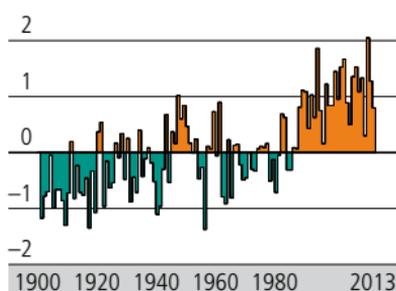
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	12,8	0,4	1 713	110	1 998	97
Bâle-Binningen (316)	10,3	-0,2	908	108	1 521	93
Genève-Cointrin (420)	10,2	-0,3	1 047	104	1 723	94
Neuchâtel (485)	10,0	-0,2	1 037	106	1 632	99
Sion (482)	10,4	0,3	568	94	2 067	99
Zurich / Fluntern (556)	9,1	-0,2	1 094	96	1 540	100
Berne-Zollikofen (553)	8,7	-0,1	1 113	105	1 709	102
Saint-Gall (776)	7,9	-0,4	1 468	112	1 462	95
Davos (1594)	3,6	0,1	924	90	1 625	96

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

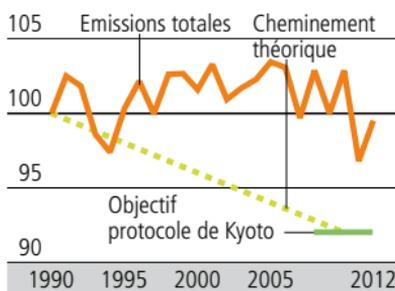
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Changements climatiques

Depuis le milieu du 20^e siècle, on observe une hausse globale de la température, que les facteurs naturels ne suffisent pas à expliquer. L'effet de serre y joue un rôle prépondérant. D'origine naturelle, ce phénomène est renforcé par l'activité humaine, en particulier par la combustion d'agents énergétiques fossiles, qui entraîne une augmentation dans l'atmosphère de la concentration de CO₂, un gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre sont principalement dues aux transports, aux ménages (chauffage et eau chaude) et à l'industrie.

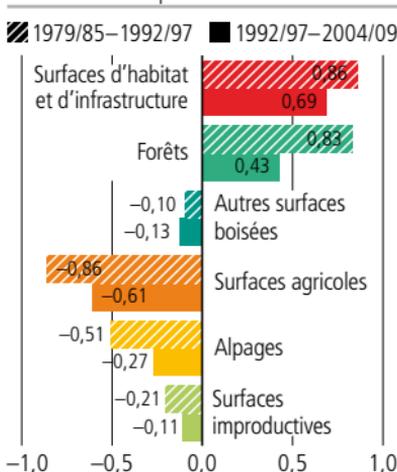
Utilisation du sol

Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Surfaces boisées	12 931	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 769	4,3
Autres surfaces improductives	8 690	21,0

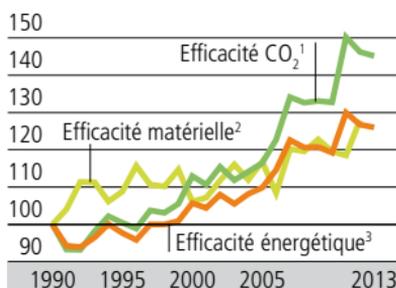
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Eco-efficacité

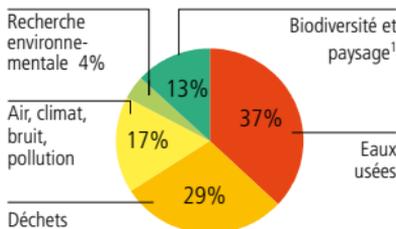
Indice 1990 = 100



- 1 PIB / émissions de CO₂
- 2 PIB / ensemble des besoins matériels
- 3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2012

Total: 4,3 milliards de francs



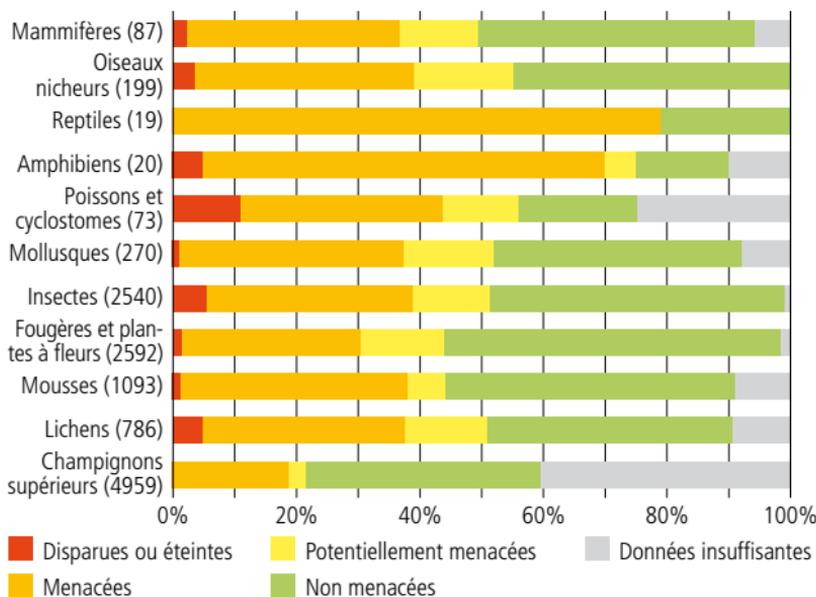
¹ Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

Eco-efficacité

L'éco-efficacité augmente quand, pour une nuisance environnementale donnée (p. ex. quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées), on obtient une performance économique accrue. La hausse de l'éco-efficacité d'une économie peut avoir plusieurs causes: elle peut résulter du recours à des technologies et des produits plus favorables à l'environnement; elle peut aussi être due à des changements structurels, par exemple à la croissance des activités de service ou au transfert d'activités polluantes à l'étranger.

Biodiversité – Espèces indigènes menacées

Etat: 1994–2014 selon le groupe d'espèces

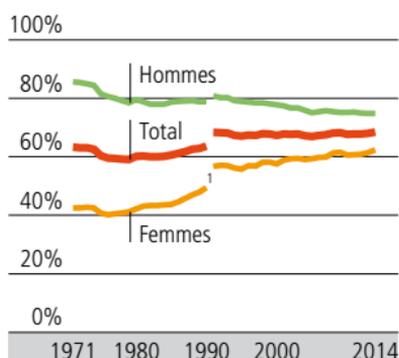


Biodiversité

Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines mettent cependant sous pression la diversité biologique. Si la transformation du paysage a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, son uniformisation et l'utilisation intensive du territoire conduisent à une diminution des populations et à des disparitions d'espèces.

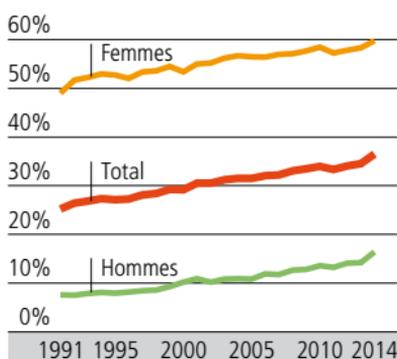
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

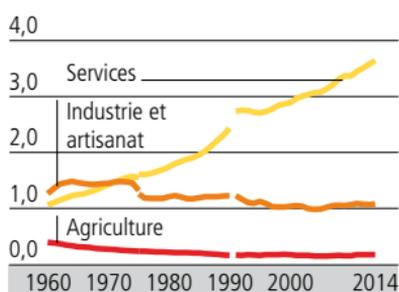


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers
2^e trimestre

	2013	2014
Total	4 445	4 519
Indépendants	597	590
Collaborateurs familiaux	102	99
Salariés	3 526	3 620
Apprentis	220	210

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	1995	2000	2010	2013	2014
Total	4 135	3 993	4 107	4 592	4 816	4 903
Suisses	3 084	3 001	3 138	3 340	3 418	3 436
Etrangers	1 051	992	969	1 252	1 398	1 467
Autorisat. d'établissement	551	564	588	624	680	715
Autorisation de séjour	177	202	181	341	369	389
Saisonniers ¹	85	43	25	–	–	–
Frontaliers	183	148	140	228	273	285
Autorisat. de courte durée	21	19	20	42	49	51
Autres étrangers	34	17	15	17	27	27
Hommes	2 425	2 306	2 319	2 530	2 636	2 672
Femmes	1 710	1 687	1 788	2 062	2 180	2 231

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Progression de l'activité féminine et du temps partiel

Entre 2009 et 2014, le nombre de femmes actives occupées (+7,6% à 2,231 millions) a augmenté plus fortement que celui des hommes actifs occupés (+6,9% à 2,672 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2014, 59,9% des femmes exerçaient une activité à temps réduit (2009: 57,8%). La part d'hommes à temps partiel s'élevait à 16,5%, mais elle a également progressé depuis 2009 (+3,6 points de pour-cent). L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,6% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2014 (hommes: 64,3%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du 20^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion a atteint 29,1% en 2013. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 38,5% des actifs occupés (2013), contre 27,1% dans le tertiaire. En 2013, 77,9% des actifs occupés étrangers étaient des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (25,7%), italienne (21,7%) ou portugaise (20,1%).

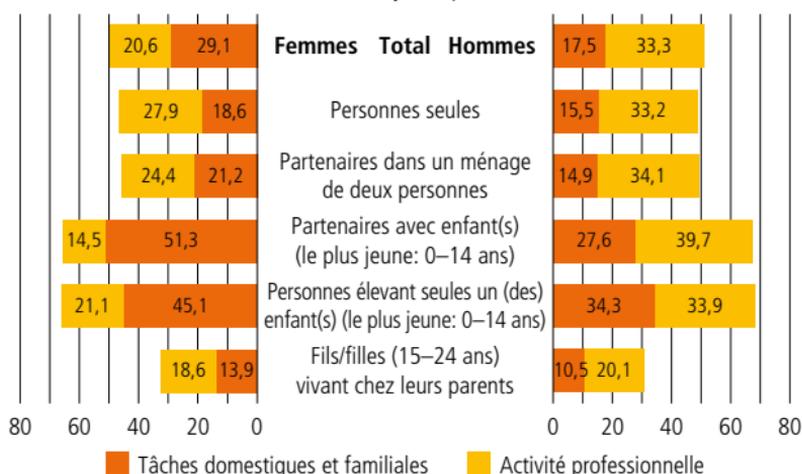
Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

2 ^e trimestre	2004	2011	2012	2013	2014
Suisse	4,3	3,6	3,7	4,2	4,4
Région lémanique	5,7	5,6	6,0	6,5	6,2
Espace Mitelland	3,8	3,0	3,5	3,4	4,1
Suisse du Nord-Ouest	3,8	3,6	3,4	3,8	4,1
Zürich	5,0	3,3	3,4	4,0	4,5
Suisse orientale	3,5	2,6	2,7	3,8	2,8
Suisse centrale	3,3	2,1	2,3	2,1	3,7
Tessin	5,5	6,1	5,4	6,4	6,6
Hommes	3,9	3,5	3,4	4,1	4,3
Femmes	4,8	3,7	4,2	4,2	4,5
Suisses	3,0	2,6	2,7	2,9	3,2
Étrangers	8,9	6,6	7,0	7,9	7,9
15–24 ans	7,7	5,9	6,1	7,0	7,7
25–39 ans	4,5	3,7	4,1	4,6	4,7
40–54 ans	3,4	2,9	3,1	3,4	3,6
55–64 ans	3,2	3,4	2,9	3,2	3,7

¹ Taux de chômage au sens du BIT

Temps consacré à l'activité professionnelle et au travail domestique et familial, en 2013

Selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine¹



¹ Seulement personnes en âge d'exercer une activité professionnelle (femmes 15–63, hommes 15–64 ans)

Participation au travail bénévole, en 2013

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	33,3	18,6	20,0
Hommes	31,8	13,8	22,2
Femmes	34,8	23,2	17,9

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, en 2012

Economie totale, médiane, en francs

	Total	Position professionnelle ²			
		a	b	c	d
Suisse	6 439	10 056	8 182	6 801	5 833
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 558	10 958	9 108	7 101	5 912
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 308	9 500	7 586	6 823	5 812
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 653	10 670	8 543	7 289	6 024
Zurich (ZH)	6 900	10 709	8 940	7 143	6 074
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 933	8 730	7 131	6 192	5 469
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 313	9 500	7 622	6 394	5 794
Tessin (TI)	5 388	8 329	6 390	5 494	4 993

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2012

Médiane, en francs

	Total	Niveau de compétences ³			
		a	b	c	d
Economie totale	6 439	4 857	5 417	6 870	8 806
Secteur privé	6 118	4 771	5 282	6 730	8 450
Secteur public	7 750	5 402	6 337	7 239	9 276

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Position professionnelle

a = cadre supérieur et moyen

b = cadre inférieur

c = responsable de l'exécution de travaux

d = sans fonction de cadre

3 Niveau de compétences

a = Tâches physiques ou manuelles simples

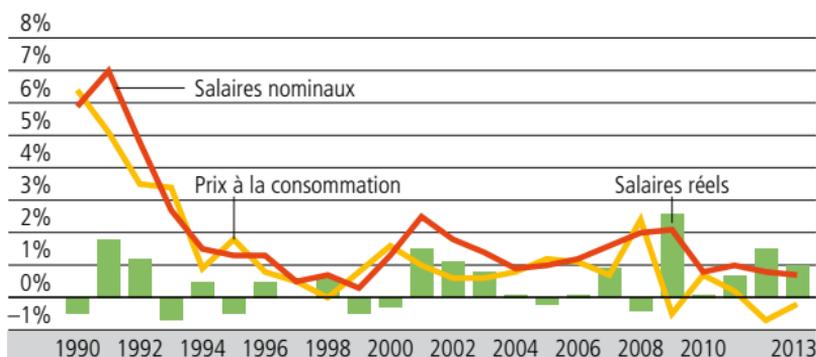
b = Tâches pratiques telles que la vente, les soins, le traitement de données et les tâches administratives, l'utilisation de machines et d'appareils électroniques, les services de sécurité, la conduite de véhicules

c = Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

d = Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2010	2012	2013
Total	254	272	279	298	305	308
Hommes	241	257	264	280	286	289
Femmes	279	302	311	336	344	347

La demande intérieure finale soutient la croissance en 2013

Après un léger fléchissement de la croissance en 2012, l'activité économique en Suisse en 2013, mesurée par le PIB, a enregistré une croissance soutenue de 1,9% contre 1,1% en 2012 (variation aux prix de l'année précédente).

Hormis la production et distribution d'énergie, la plupart des branches de l'industrie marquent le pas. Les branches du secteur tertiaire sont par contre en croissance, excepté la branche «Transports et entreposage». Après cinq années difficiles, les intermédiaires financiers (banques et assurances) renouent avec une très forte croissance (+7.8%).

Côté demande, la consommation finale des ménages contribue de façon marquée à la croissance (+2,2%). L'amélioration du climat de consommation, la baisse des prix et la bonne conjoncture du marché de l'emploi expliquent en partie ce résultat positif. Corrigées de l'or non monétaire, les données du commerce extérieur présentent en revanche un surplus en baisse de 5,6%. Le solde commercial ne contribue donc pas à la croissance du PIB en 2013. Par rapport à 2012, les exportations de biens et services sont restées pratiquement inchangées en 2013 alors que les importations se sont au contraire accrues de 1,5%.

Le revenu national brut (RNB) qui mesure la somme des revenus perçus par les unités résidentes, augmente de 4,4% en 2013. Ce résultat est dû à la forte progression des revenus de la fortune reçus de l'étranger (+13%) et en particulier à la forte hausse des résultats des filiales étrangères.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^p	2013 ^p
PIB	3,0	4,0	4,1	2,3	-2,1	3,0	1,8	1,1	1,9
Dépense de consommation finale	1,4	1,3	2,0	1,0	1,6	1,4	1,0	2,8	2,0
Formation brute de capital	13,3	5,2	-3,3	7,2	4,5	-4,9	12,1	-10,5	-8,3
Exportations de biens et de services	6,5	6,3	11,4	3,9	-10,0	12,8	4,9	0,8	15,3
Importations de biens et de services	9,8	3,2	5,8	4,9	-3,8	8,1	9,2	-2,8	13,5
PIB en milliards de francs, à prix courants	507	538	573	597	587	606	618	625	635

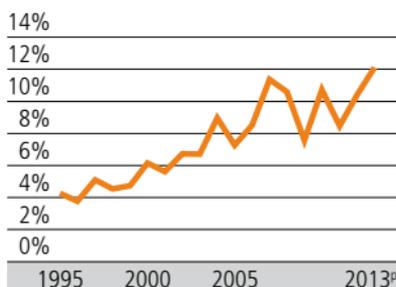
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative.

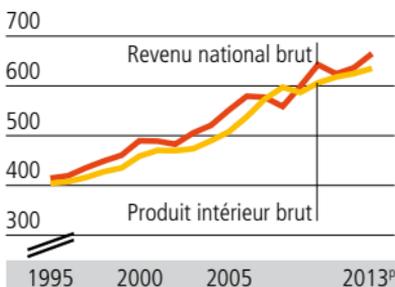
Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. Au cours des trois dernières années, l'évolution du surplus du commerce extérieur en termes réels a ainsi d'abord été négative en 2011 (-1,9%), puis positive en

2012 (+1,7%) et enfin de nouveau négative en 2013 (-5,6%). Sur la plus longue durée, le rôle croissant du reste du monde s'observe également en considérant les revenus de la fortune encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2008 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011.

Poids de la contribution extérieure
dans le PIB à prix courants

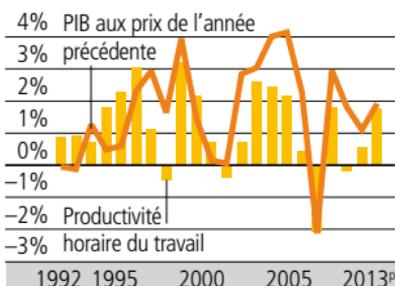


PIB et RNB à prix courants
en milliards de francs suisses



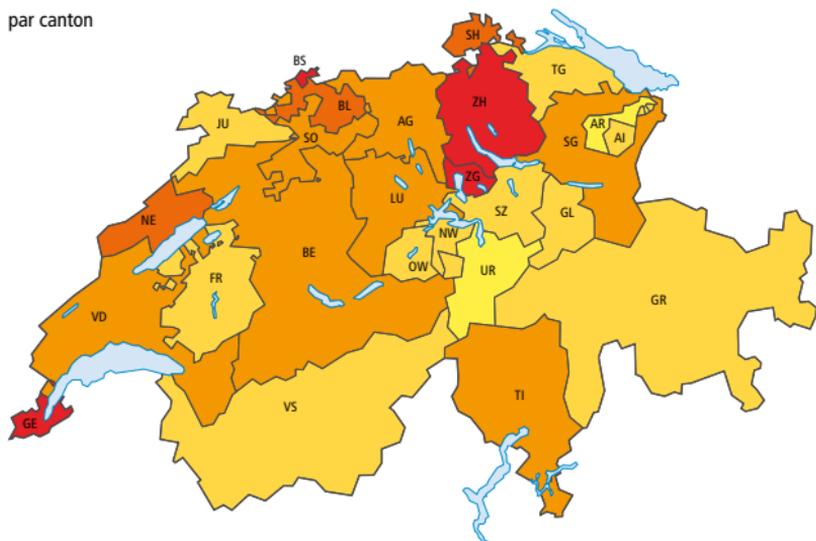
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2011

par canton



Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs

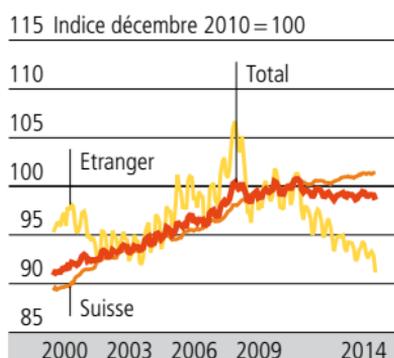
< 50 000
 ≥ 50 000
 ≥ 60 000
 ≥ 70 000
 ≥ 80 000
 CH: 73 947

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Economie nationale

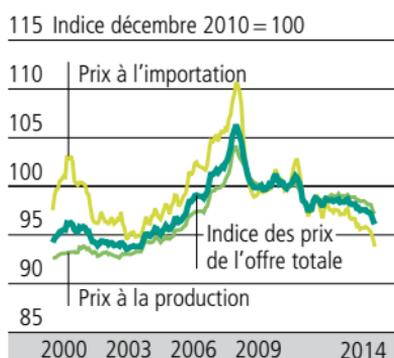
Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2010	2011	2012	2013	2014
Total	0,7	0,2	-0,7	-0,2	0,0
Alimentation et boissons non-alcoolisées	-1,1	-3,3	-1,0	1,2	0,9
Boissons alcoolisées et tabacs	1,2	1,7	1,1	1,3	1,0
Habillement et chaussures	1,1	1,4	-6,0	-3,7	-1,3
Logement et énergie	2,4	2,4	0,8	0,1	1,0
Équipement ménager et entretien courant	-0,4	-1,3	-1,9	-1,6	-1,0
Santé	-0,2	-0,2	-0,3	-0,9	-0,9
Transport	2,4	1,1	-2,2	-0,9	-1,2
Communications	-1,4	0,1	-0,6	-2,3	-2,3
Loisirs et culture	-2,1	-3,3	-2,8	0,0	0,1
Enseignement	1,2	1,4	1,7	1,7	1,6
Restaurants et hôtels	0,8	1,5	0,7	0,7	0,7
Autres biens et services	1,3	0,2	0,1	0,6	-0,8

Prix à la consommation selon la provenance des biens



Indice des prix à la production et à l'importation



Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2013

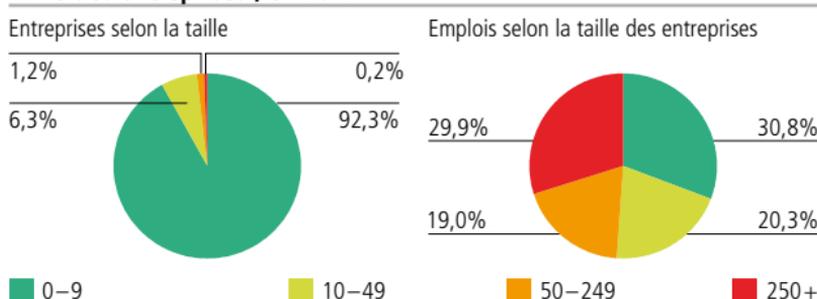
EU-28 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	148	105	113	101
Consommation individuelle effective	161	102	111	103
Alimentation et boissons non-alcoolisées	150	108	108	112
Boissons alcoolisées et tabacs	120	90	108	98
Habillement et chaussures	120	103	104	107
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	188	107	116	96
Ameublement, équipement ménager et entretien	123	99	111	103
Santé	208	105	118	111
Transport	116	103	103	100
Communications	129	95	99	124
Loisirs et culture	137	104	107	102
Enseignement	257	109	114	95
Hôtels, cafés et restaurants	152	97	111	111
Autres biens et services	148	99	112	102
Consommation collective effective	167	116	125	114
Formation brute de capital fixe	139	116	116	89
Machines et appareils	118	99	102	100
Construction	175	133	127	83
Logiciels	103	103	99	107

Plus de 99% des entreprises sont des PME

En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises en 2012 est plus élevée dans le secteur des services (93,4%) que dans le secondaire (82,6%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (8 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent environ deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu moins d'un tiers des emplois (28%) se trouvent dans des micro-entreprises (moins de 10 emplois) et près d'un cinquième (19%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 70% en 2012. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait près de 162 000 emplois dans le secteur primaire, 1 095 000 dans le secondaire et 2 996 000 dans le tertiaire. Les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont le commerce de détail (360 000) et les activités pour la santé humaine (348 000 emplois).

Taille des entreprises¹, en 2012



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

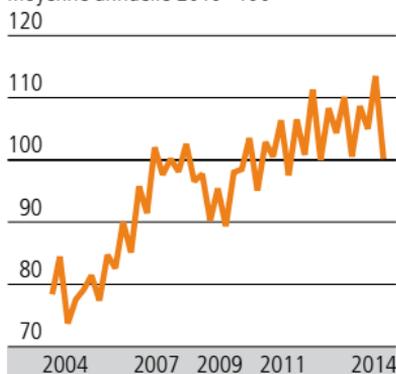
selon la NOGA 2008, en milliers	2012	
	Entreprises	Emplois
Total	557,8	4 252,9
Secteur primaire	56,7	162,3
Secteur secondaire	90,0	1 094,9
dont:		
Industries alimentaires et du tabac	3,1	82,7
Industries du textile et de l'habillement	2,6	14,4
Industries du bois et du papier; imprimerie	10,3	76,2
Industrie pharmaceutique	0,2	40,0
Fabrication de produits métalliques	7,9	88,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,3	113,0
Fabrication d'équipements électriques	0,9	38,4
Production et distribution d'énergie	0,7	29,9
Construction de bâtiments et génie civil	8,0	109,2
Secteur tertiaire	411,1	2 995,7
dont:		
Commerce de gros	24,4	227,4
Commerce de détail	38,0	360,0
Hébergement	5,6	76,0
Restauration	23,2	160,8
Programmation, conseil et autres activités informatiques	14,7	81,7
Activités des services financiers	6,3	197,9
Activités d'architecture et d'ingénierie	23,6	114,9
Activités de services administratifs et de soutien	3,8	21,4
Santé humaine et action sociale	56,5	503,7

Créations d'entreprises, en 2012

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 891	21 002	13 604	7 398
Secteur secondaire	2 172	4 606	3 665	941
Industrie et énergies	604	1 092	776	316
Construction	1 568	3 514	2 889	625
Secteur tertiaire	9 719	16 396	9 939	6 457
Commerce et réparations	2 164	3 571	2 155	1 416
Transports et entreposage	316	579	440	139
Hébergement et restauration	238	695	303	392
Information et communication	934	1 535	989	546
Activités financières et assurances	608	1 126	841	285
Activités immobilières et de services	1 234	2 162	1 255	907
Activités spécialisées et scientifiques	2 986	4 536	2 928	1 608
Enseignement	199	262	105	157
Santé et action sociale	438	922	386	536
Arts et activités récréatives	232	436	220	216
Autres activités de services	370	572	317	255

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 35% entre 2004 et 2013. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. La production a fortement augmenté dans les années 2005 à 2007 sous l'effet de la bonne conjoncture. Elle s'est amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation a commencé à s'améliorer en 2010, année où la production suisse a de nouveau atteint le niveau de l'indice de 2007.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2009	2010	2011	2012	2013
Total	nominal	-0,2	1,9	-1,2	1,0	0,4
	réel	0,4	3,2	1,2	3,4	1,6
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	1,6	2,3	-0,5	1,7	2,3
	réel	1,4	3,1	2,1	2,4	1,1
Vêtements, chaussures	nominal	-1,6	2,0	-4,0	-2,3	-2,0
	réel	-4,1	0,9	-5,6	4,0	1,9
Carburants	nominal	-15,2	2,2	4,7	6,9	1,9
	réel	-2,9	-5,7	-1,4	2,5	4,2
Total hors carburants	nominal	0,7	1,9	-1,6	0,7	0,3
	réel	0,7	2,9	0,6	3,2	1,3

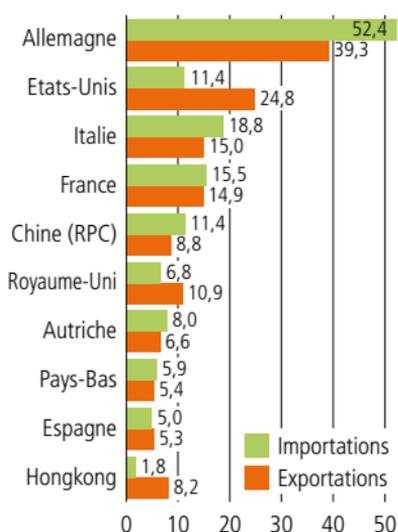
Coût du travail

Les coûts de la main-d'œuvre correspondent aux charges supportées par les entreprises pour rémunérer le facteur de production travail et représentent généralement une part importante des coûts de production des biens et des services. Constitués des salaires et traitements (79,1%), des cotisations sociales à la charge des employeurs (17,6%) et d'autres frais composés notamment de frais de formation professionnelle et de recrutement (3,3%), ils s'élevaient en 2012 à 61.30 francs en moyenne par heure travaillée pour l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire.

Le coût du travail est pour les entreprises l'un des principaux indicateurs de l'attractivité des différentes places économiques nationales et peut varier fortement d'un pays à l'autre. Influencés par la force du franc (cours euro 2012: 1.21 francs), les coûts moyens de la main-d'œuvre se sont élevés en Suisse en 2012 à 51.25 euros par heure travaillée dans les entreprises de 10 salariés ou plus. En Autriche, en Allemagne et en France, pays limitrophes de la Suisse, les coûts horaires étaient respectivement de 29.75 euros, 30.50 euros et 34.25 euros.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2013

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2013, ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 72,6% des exportations et ont fourni 81,5% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (54,8% des exportations, 72,7% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

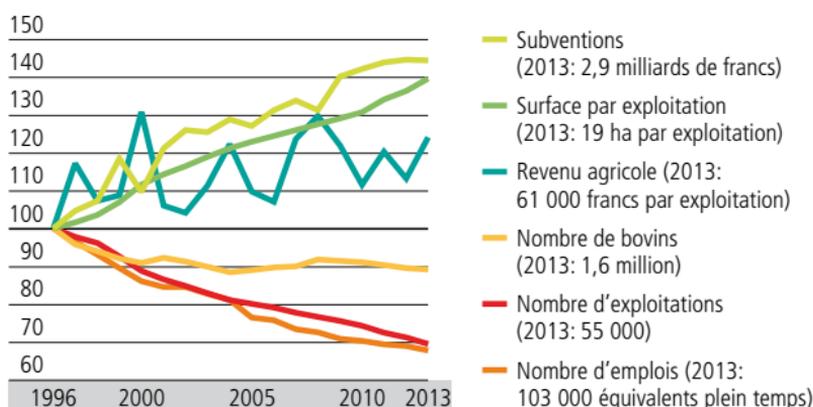
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2012	2013	1990	2012	2013
Total	96 611	185 409	186 298	88 257	211 808	212 353
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	13 306	14 055	2 998	8 656	9 201
Textiles, habillement, chaussures	8 806	8 718	8 904	4 984	3 114	3 097
Produits chimiques	10 625	39 369	41 849	18 422	79 012	80 934
Métaux	9 025	13 811	14 119	7 537	11 933	12 082
Machines, électronique	19 794	29 365	30 237	25 527	33 307	33 305
Véhicules	10 230	17 074	15 854	1 485	5 095	5 252
Instruments, horlogerie	5 786	19 022	19 149	13 330	44 040	45 315

Les surfaces agricoles ainsi que les forêts et autres surfaces boisées occupent respectivement 36% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2013, la part cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,7%.

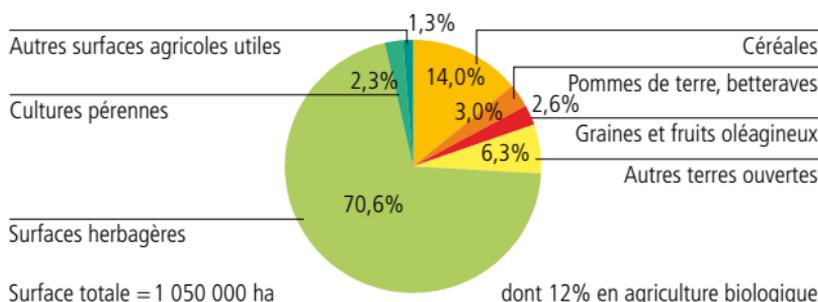
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2013

sans les alpages

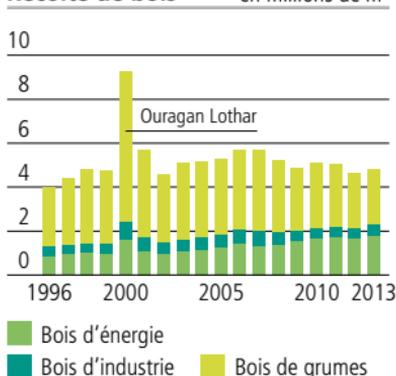


Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2014

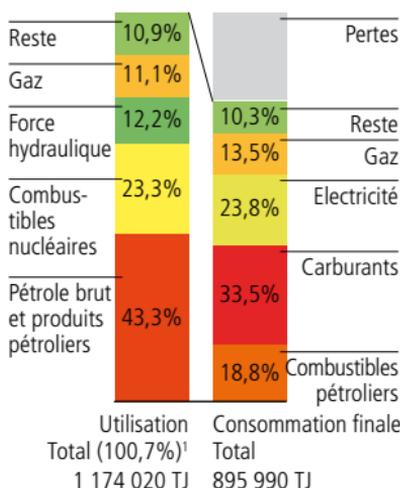
Produit	en %
Produits végétaux	39,7
Céréales	3,6
Plantes fourragères	8,7
Produits maraîchers et horticoles	13,2
Fruits et raisin	5,4
Vins	3,9
Autres produits végétaux	5,0
Animaux et produits animaux	49,7
Bovins	12,4
Porcins	9,5
Lait	22,1
Autres animaux et produits animaux	5,6
Services agricoles	6,5
Activités secondaires non agricoles	4,1

¹ Valeur totale = 10,6 milliards de francs

Récolte de bois



Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2013

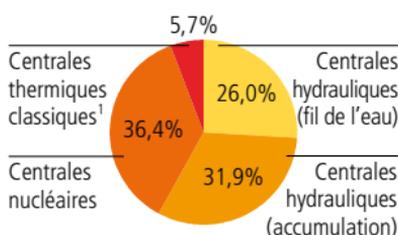


¹ Y c. le solde exportateur d'électricité (0,7%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2013, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec plus d'un tiers de la consommation d'énergie finale. Deux tiers de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 21,1% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2013



Total: 68,3 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

Energies renouvelables, en 2013

Part de la consommation finale en %

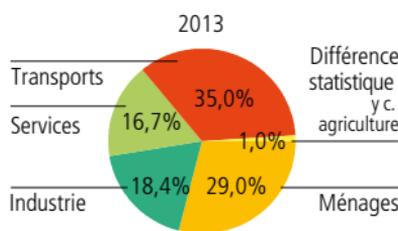
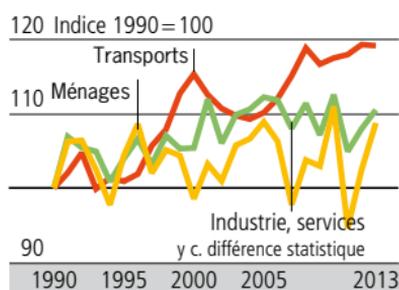
Total	21,12
Force hydraulique	12,74
Energie solaire	0,43
Chaleur ambiante	1,52
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,80
Energie éolienne	0,03
Part renouvelable des déchets	1,28
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,21
Carburants biogènes	0,10

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2013	
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	52 548	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	17 017	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 119	
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 392
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	6 899	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	35 531	
dont logements	...	...	17 147	22 995	24 423

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2013
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	12 966
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	7 779
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	46 868
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	1 507
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	6 619
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	12 919
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	15 281
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	10 542

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2013
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 234 906
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	0,96 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

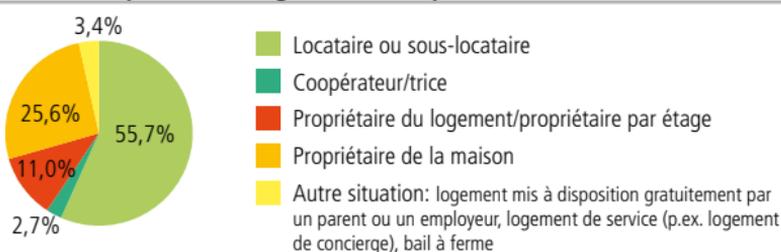
Vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2013, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 58%. Celles-ci représentent en 2013 60% des bâtiments d'habitation nouvellement construits.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2012, sur l'ensemble de la Suisse, 37,2% des ménages, soit 1 301 944 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 700 ménages en 2000 à 391 821 en 2012 (+65%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représente toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 700; 2012: 910 123).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2012



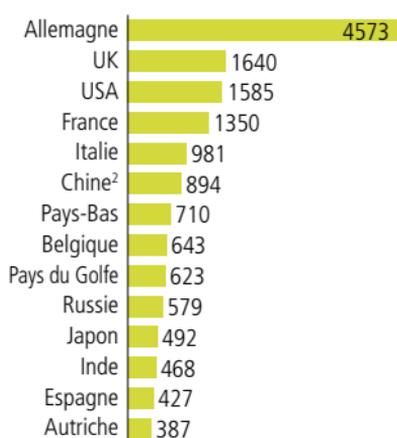
Les logements dont le statut d'occupation est inconnu (1,6%), ne sont pas représentés dans ce graphique.

Principaux indicateurs du tourisme

	2011	2012	2013
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	273 969	271 168	271 298
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	16 229	16 298	16 831
Terrains de camping	907	917	891
Auberges de jeunesse	453	459	480
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 486	34 766	35 624
Hôtes de l'étranger en %	56	55	55
Terrains de camping	3 057	2 964	2 864
Hôtes de l'étranger en %	44	41	41
Auberges de jeunesse	905	917	947
Hôtes de l'étranger en %	42	41	42
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,2	2,1	2,1
Terrains de camping	3,4	3,2	3,2
Auberges de jeunesse	2,0	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	35,5	35,0	36,0
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 185	15 097	15 647 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	12 128	14 256	14 880 ^P
Solde	3 058	841	768 ^P

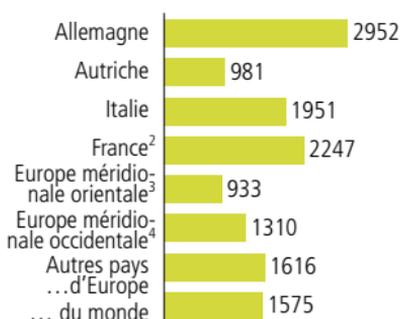
¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2013



¹ en milliers, sans la parahôtellerie
² sans Hongkong

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2013



¹ Population résidante permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 13,6 millions
² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco
³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovénie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine
⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

87,5% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2013 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 3,0 voyages avec nuitées et 10,5 voyages d'une journée. Plus de la moitié (54%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 61% des voyages avec nuitées et 11% des voyages d'un jour.

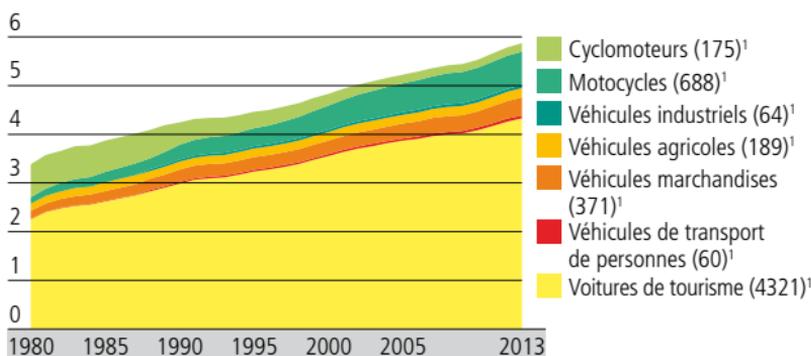
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

Infrastructure

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure sont consacrées aux transports (selon la statistique de la superficie 2004/2009). En 2013, le réseau routier s'étendait sur 1812 km pour les routes nationales (dont 1419 km d'autoroutes), 17 909 km pour les routes cantonales et 51 807 km pour les routes communales (état en 1984). La longueur du réseau de chemins de fer était de 5124 km en 2010.

Parc de véhicules à moteur

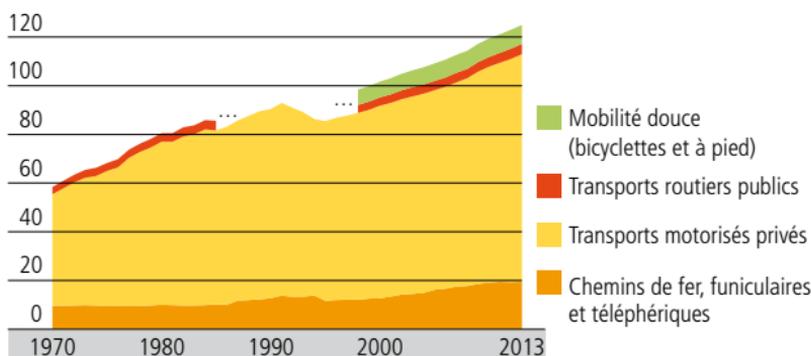
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2013, en milliers

Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2010

Moyenne par personne et par jour¹

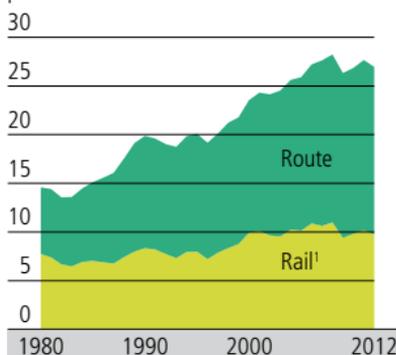
	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,7	83,4	Moyens de transport		
Motifs de déplacement			A pied	2,0	31,4
Travail et formation	10,9	20,5	Bicyclette	0,8	3,8
Achats	4,7	11,8	Cyclomoteur	0,0	0,2
Services et accompagnement	1,8	3,1	Motocycle	0,5	0,9
Déplacements professionnels	2,5	3,9	Voiture	23,8	33,2
Loisirs	14,7	40,5	Bus/Tram	1,4	4,8
Autres	2,1	3,6	Car postal	0,1	0,3
			Train	7,1	6,4
			Autres	0,9	2,4

1 Mobilité journalière en Suisse de la population résidente permanente âgée de 6 ans et plus

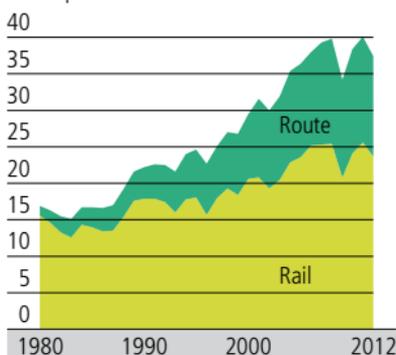
2 Temps de trajet: sans les temps d'attente et de correspondance

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an

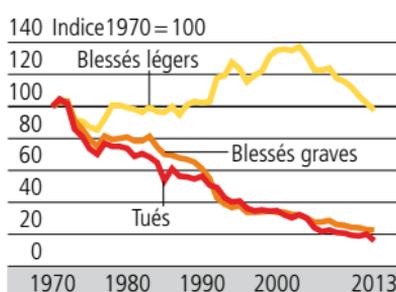


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes par mode de transport, en 2013

Trafic routier	
Tués	269
Blessés graves	4 129
Blessés légers	17 250
Trafic ferroviaire	
Personnes tuées	23
Aviation civile	
Tués en Suisse	14

Victimes d'accidents de la route

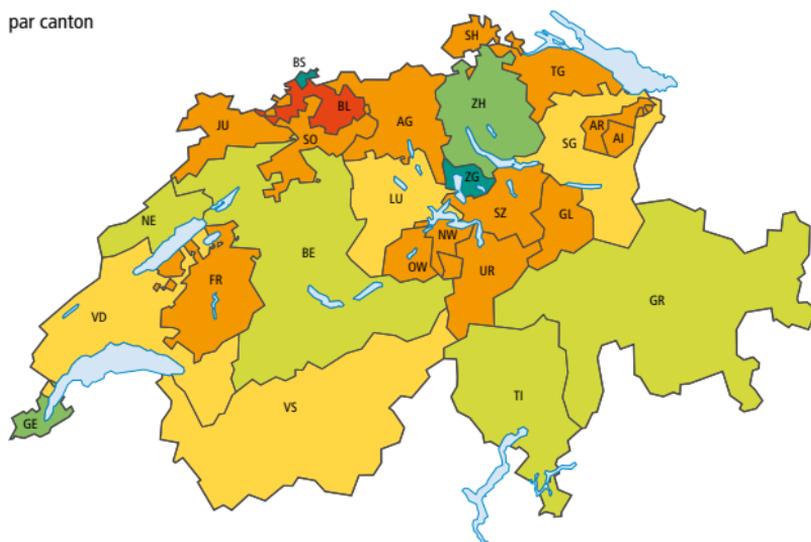


Les déplacements pendulaires

En 2012, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 69% des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile et 19% en dehors de leur canton de domicile.

Solde relatif de pendulaires des cantons, en 2012

par canton



Pendulaires entrants moins pendulaires sortants, en % des pendulaires habitant dans le canton



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2013 ³	8 039	82 021	11 063
Habitants par km ²	2012 ³	200	229	85
Pourcentage des moins de 20 ans	2013 ³	20,4	18,1	19,6
Pourcentage des plus de 64 ans	2013 ³	17,4	20,7	20,1
Population étrangère, en % de la population	2013 ³	23,5	9,4	7,8
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2012	10,3	8,2	9,0
Naissances hors mariage en %	2012	20,2	34,5	7,6
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2012	84,9	83,3	83,4
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2012	80,6	78,6	78,0
Surface totale en km ²	2009 ⁴	41 285	357 113	120 168
Surface agricole en % de la surface totale	2009 ⁴	36,9	51,7	35,4
Surface forestière en % de la surface totale	2009 ⁴	30,8	33,9	33,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2012 ⁴	6,4	11,7	10,0
Taux d'actifs occupés	2013	79,6	73,3	48,8
Taux de femmes actives occupées	2013	74,4	68,8	39,9
Taux d'hommes actifs occupés	2013	84,6	77,7	57,9
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2013	4,4	5,2	27,5
Femmes	2013	4,5	4,9	31,4
Hommes	2013	4,3	5,5	24,5
15–24 ans	2013	8,5	7,8	58,3
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74)	2013	30,8	44,7	67,1
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2013	40 600	32 000	...
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2013	0,1	1,6	-0,9
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2012 ⁴	3,4	4,0	2,5
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2012 ⁴	19,1	10,4	8,9
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2013	33,7	22,4	69,9
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2012 ⁴	518	523	...
Accidents de la route: tués par mio, d'habitants	2009 ⁴	46	54	139
Longueur du réseau routier en km	2012 ⁴	71 520	...	...
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2012	24,9	28,3	30,0
Coûts du système de santé en % du PIB	2012	11,4	10,9	9,2
Mortalité infantile ²	2012	3,6	3,3	2,9
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2013	29,2	35,4	18,7
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2013	38,9	28,5	27,4
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2011	5,3	5,0	...
Risque de pauvreté en % de la pop. active	2013	7,6	8,6	13,0
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2013	25 508	19 371	9 087
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2013	23,9	28,2	39,9

1 A la naissance

2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 Au 1^{er} janvier

4 Au 31 décembre



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	UE-27
46 704	65 579	59 685	16 780	8 452	9 556	63 896	502 936
93	103	202	497	102	23	263	117
19,8	24,6	18,7	23,1	20,1	22,8	23,7	21,0
17,7	17,6	21,2	16,8	18,1	19,1	17,2	18,2
10,8	6,3	7,4	4,3	11,9	7,0	7,8	4,1
9,7	12,6	9,0	10,5	9,4	11,9	12,8	10,3
39,0	56,7	24,5	46,6	41,5	54,5	...	...
85,5	85,4	84,8	83,0	83,6	83,6	82,8	83,1
79,5	78,7	79,8	79,3	78,4	79,9	79,1	77,5
493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
7,3	7,5	7,7	11,4	9,5	6,0	9,1	9,0
54,8	64,1	55,6	74,3	72,3	74,4	70,8	64,2
50,3	60,5	46,5	69,9	67,6	72,5	65,9	58,9
59,2	67,9	64,8	78,7	77,1	76,3	75,6	69,5
26,1	10,3	12,2	6,7	4,9	8,0	7,6	10,8
26,7	10,2	13,1	6,3	4,9	7,9	7,1	10,8
25,6	10,3	11,5	7,1	4,9	8,2	8,0	10,8
55,5	24,8	40,0	11,0	9,2	23,6	20,7	23,4
49,7	40,4	56,9	36,1	24,3	18,5	36,3	47,2
24 500	27 800	25 200	32 600	33 200	32 700	27 200	25 800
1,5	1,0	1,3	2,6	2,1	0,4	2,6	1,5
2,7	3,9	2,7	4,9	4,0	5,2	3,2	3,3
12,6	8,2	12,8	4,3	30,1	37,2	4,1	11,0
40,0	19,2	37,4	14,6	71,2	24,7	...	25,9
476	...	...	472	542	...	...	...
68	67	79	41	81	43	43	78
165 595	1 065 557	...	...	124 119	...	...	...
25,4	32,1	29,0	31,4	29,3	29,9	28,4	28,4
9,2	11,2	...	11,8	10,4	9,1	...	...
3,1	3,5	2,9	3,7	3,2	2,6	4,1	3,8
41,0	18,5	33,4	31,4	25,2	27,0	17,5	28,0
33,7	32,1	16,3	33,9	20,7	37,0	39,6	28,6
4,8	5,7	4,3	5,9	5,8	6,8	6,0	5,3
10,6	8,0	10,7	4,2	7,9	7,1	8,2	9,0
14 238	19 384	15 342	19 360	20 925	20 527	16 469	...
19,5	18,0	17,4	29,8	19,2	22,4	20,7	22,3

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2013

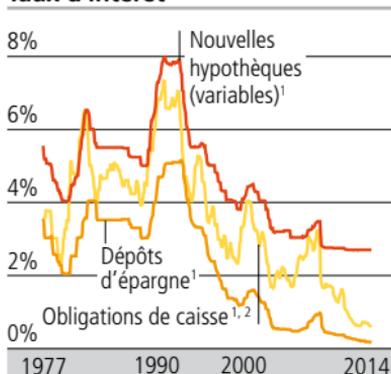
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.	Perte ann.	
	1990	2013	en mio. de fr.		en mio. de fr.	en mio. de fr.	
Total	625	283	2 849	1 67	2,6	11 927	1 411
Banques cantonales	29	24	495 555		2,8	2 300	–
Grandes banques	4	2	1 322 279		–3,1	3 818	–
Banques régionales, caisses d'épargne	204	64	106 426		2,0	349	–
Banques Raiffeisen	2	1	173 619		5,4	699	–
Autres banques	218	154	607 008		19,9	4 354	1 209
Filiales de banques étrangères	16	27	78 643		–16,4	224	199
Banquiers privés	22	11	65 636		6,3	183	2

¹ Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2013

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	45,0
Liquidités	14,0
Créances résultant de papiers monétaires	1,4
Créances sur les banques	16,2
Créances envers clients	19,8
Créances hypothécaires	31,0
Portefeuilles de titres destinés au négoce	5,1
Immobilisations financières	6,6
Participations	2,3
Immobilisations	0,9
Autres	2,8
Passifs	
Total	100
dont étranger	46,6
Engagements résultant de papiers monétaires	2,7
Engagements envers les banques	15,3
Engagements envers la clientèle	70,9
Engagements sous forme d'épargne et de placement	21,1
Autres engagements à vue	29,0
Autres engagements à terme	8,6
Obligations de caisse	0,9
Prêts sur lettres de gage et emprunts	11,2
Fonds propres	5,8
Autres	5,3

Taux d'intérêt



¹ Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

² Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2008	2010	2013
\$ 1	1,083	1,042	0,927
¥ 100	1,052	1,188	0,951
€ 1	1,587	1,381	1,231
£ 1	1,997	1,609	1,450

¹ Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2013

en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	119 716	82 106
Assurance-vie	35 063	29 532
Assurance-accidents/dommages	49 644	30 558
Réassurance	35 009	22 016

¹ A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale est structuré en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources. Ces prestations sociales sous condition de ressources forment le dernier maillon dans notre système de protection sociale. On ne peut y recourir que lorsque des prestations d'autres assurances sociales ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, de telles prestations présupposent une situation de besoin. Elles ne sont accordées qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées, soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2012, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 163 milliards de francs. Sur ce montant, 147 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

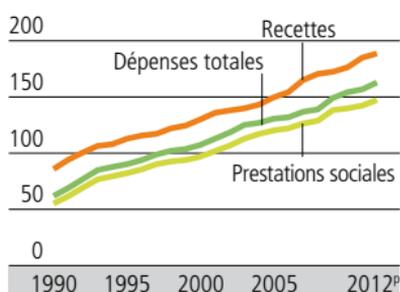
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2010	2012 ^P
Dépenses totales	62,2	90,4	107,4	154,3	162,9
dont prestations sociales	55,2	82,3	96,9	139,9	147,4
Recettes	86,2	113,0	130,2	176,4	188,9
Taux de dépenses sociales ¹	18,2	23,4	24,6	26,7	27,5

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2012^P

	en %
Vieillesse	42,8
Maladie/soins de santé	28,9
Invalidité	10,0
Survie	5,9
Famille/enfants	5,9
Chômage	3,4
Exclusion sociale	2,6
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2013

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2 142,8	PP ² : rentes d'invalidité	131,7
AVS: rentes complémentaires	60,0	PP ² : autres rentes	67,2
AVS: rentes survivants	169,4	AI: rentes d'invalidité	265,1
PC à l'AV ¹	185,8	AI: rentes complémentaires	83,8
PC à l'AS ¹	3,6	PC à l'AI	111,4
PP ² : rentes vieillesse	670,4	AA ³ : rentes survivants	21,0
PP ² : rentes de veufs/veuves	184,5	AA ³ : rentes d'invalidité	83,6
		AC ⁴	296,2

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2012)

3 Assurance-accidents

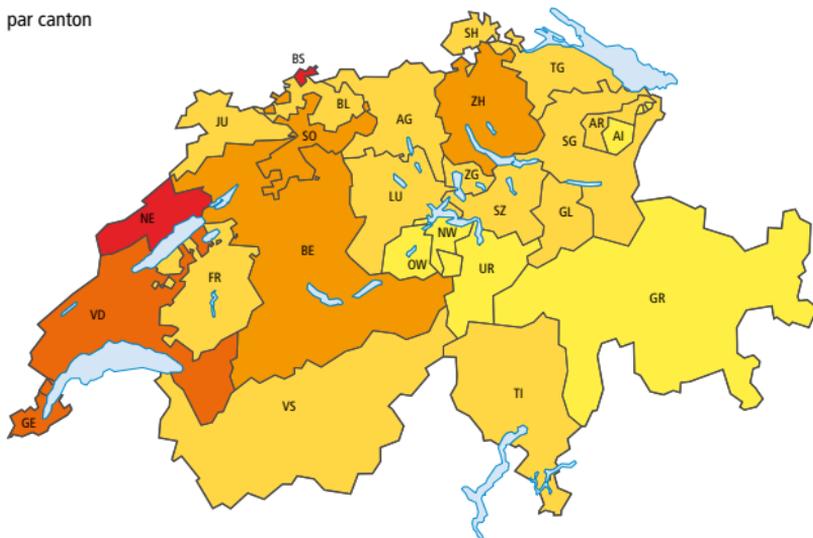
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1917 à 3075 francs entre 2001 et 2012. En 2012, la prime annuelle moyenne se montait à 3633 francs par année pour les adultes, à 3083 francs pour les jeunes adultes et à 937 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2012, cette prime atteint en moyenne 4314 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2211 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2013

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

□ < 1,5

□ 1,5 – 2,9

□ 3,0 – 4,4

□ 4,5 – 5,9

□ ≥ 6,0

CH: 3,2

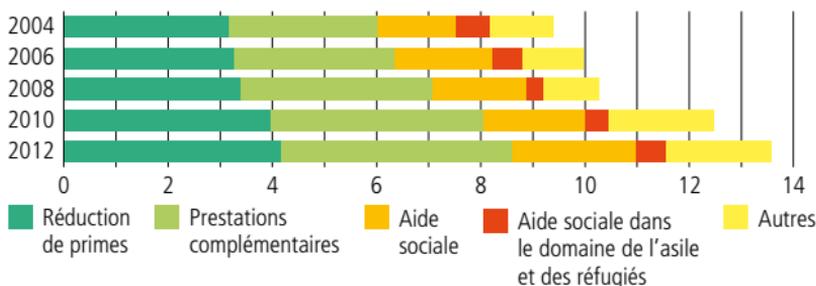
Des dépenses pour les prestations sociales sous condition de ressources en progression

En 2012, les prestations sociales sous condition de ressources ont coûté 12,7 milliards de francs nets en Suisse, soit environ 438 millions de francs de plus qu'en 2011 (+3,6%). Ces dépenses sont imputables pour deux tiers aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,4 milliards de francs) et à des réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire (4,2 milliards de francs). Arrivent ensuite les dépenses de l'aide sociale au sens strict, d'un montant net de 2,4 milliards de francs. Au total, les dépenses de l'aide sociale ont progressé de 14,4% en termes nominaux par rapport à l'année précédente.

Les dépenses moyennes par bénéficiaire de l'aide sociale ont augmenté de 7,9% de 2011 à 2012, passant de 8781 francs à 9473 francs.

Les prestations sociales sous condition de ressources sont financées principalement par les cantons. En 2012, ces derniers ont pris en charge 43,9% des dépenses nettes de l'aide sociale; la Confédération en a financé 32,2% (réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire, PC et aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugiés, etc.) et les communes 23,5%.

Dépenses nettes pour les prestations sociales sous condition de ressources en milliards de francs (prix courants)



Aide sociale

257 192 personnes, soit 3,2% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2013. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les personnes en fin de droit sont surreprésentées. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

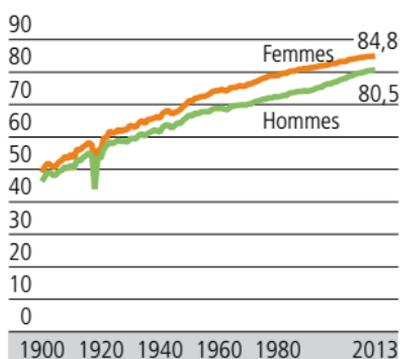
Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues en cas de besoin par des prestations complémentaires.

Taux d'aide sociale, en 2013 en %

Total	3,2
Classes d'âge	
0–17 ans	5,2
18–25 ans	4,0
26–35 ans	3,8
36–45 ans	3,6
46–55 ans	3,2
56–64 ans	2,5
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,3
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	6,1
Femmes	6,7

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Protection sociale

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,6 ans depuis 1991, chez les hommes de 6,4 ans (2013).

Ces derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé auto-évalué en 2012

En 2012, 84% des hommes et 81% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail ou n'a pas pu exercer son activité habituelle durant 13 jours en 2012 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2013

Infections gastro-intestinales graves	8 739
Méningite	51
Hépatite B	65
Tuberculose	530
SIDA	90

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2013

	Hommes	Femmes
Professionnels	204 292	64 630
Non professionnels	311 943	204 782

Handicapés¹, en 2013

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 820	6 751
50–59%	17 451	17 775
60–69%	8 262	7 216
70–100%	91 402	75 664

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2012

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	30 697	33 476	561,0	376,0
dont:				
Maladies infectieuses	335	417	6,3	4,8
Tumeurs malignes	9 024	7 466	168,0	110,0
Appareil circulatoire	9 745	11 929	171,0	112,0
Cardiopathies ischémiques	4 227	3 764	74,6	35,3
Maladies cérébro-vasculaires	1 454	2 162	24,8	21,0
Appareil respiratoire, toute formes	2 057	1 849	35,4	19,5
Accidents et traumatismes	2 151	1 499	44,7	20,4
Accidents, toutes formes	1 311	1 152	26,1	13,2
Suicides	752	285	16,6	6,0

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2013
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,9

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2012

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2012, environ 11% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2012 quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2007. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 13% en 2012 (1992: 20%). 17% des hommes et 9% des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2012 en %¹

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	70,9	85,7
Ont séjourné à l'hôpital	10,2	13,1
Aide et soins à domicile	1,3	4,2

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2013
Médecins ayant un cabinet ¹	153	216
Dentistes	48	52

1 Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2013 en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15-59 ans	10,5	8,7	12,4
60-79 ans	25,1	27,6	22,9
80+ ans	47,1	53,1	43,8

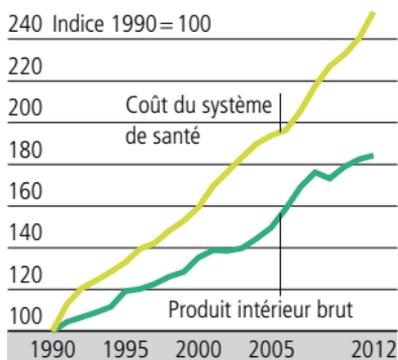
1 du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales

en milliers

	2008	2013
Nombre de clients: total	186,3	200,8
dont:		
Clients ≥ 80 ans	103,8	111,6
Hommes	25,8	29,0
Femmes	77,9	82,6

Coûts de la santé



En 2012, les dépenses pour la santé ont représenté 10,9% du produit intérieur brut, contre 7,9% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2002 2012

Total	47 389	67 982
Soins en milieu hospitalier	22 419	31 403
Soins ambulatoires	14 164	22 494
dont:		
médecins	6 619	9 613
dentistes	2 979	3 886
Aide et soins à domicile	977	1 848
Services auxiliaires ¹	1 526	2 233
Biens de santé ²	5 899	7 447
dont:		
par les pharmacies	3 443	4 351
par les médecins	1 483	1 898
Prévention	1 053	1 452
Administration	2 328	2 954

1 P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

2 Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire passe de neuf à onze ans. Dans une majorité des cantons les deux années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives deviennent obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

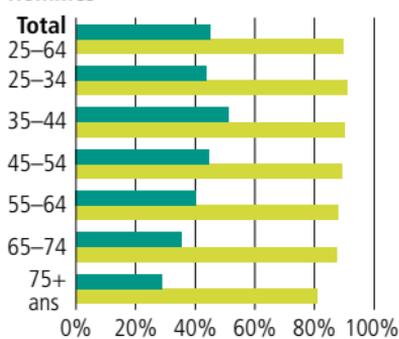
Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2005/06	2012/13	2000/01	2005/06	2012/13
Total	1 441,7	1 496,1	1 551,5	47,8	48,1	48,6
Préscolarité	156,4	156,1	153,2	48,5	48,4	48,6
Scolarité obligatoire	957,2	957,3	895,5	48,7	48,6	48,6
Degré primaire	473,7	454,1	428,6	49,3	49,2	49,0
Degré secondaire I	278,5	298,4	278,6	49,7	49,6	49,4
Programmes spéciaux	48,6	48,7	35,2	37,9	37,7	36,3
Degré secondaire II	315,7	324,5	358,3	47,8	47,5	47,9
Degré tertiaire	160,5	204,7	279,8	41,9	46,8	49,5
Form. prof. supérieure	38,7	38,2	57,2	43,1	43,6	45,1
Hautes écoles universitaires	96,7	112,4	138,6	45,6	49,1	50,1
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	25,1	54,1	84,0	25,9	44,4	51,6
Degré indéterminé	7,1	9,7	17,8	51,6	49,5	48,5

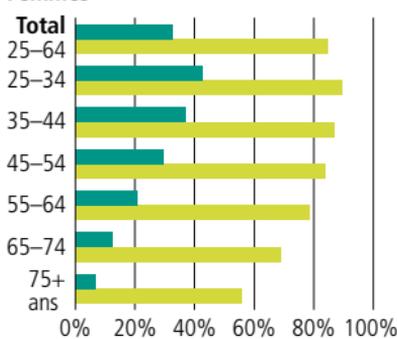
Niveau de formation, en 2013

en % de la population résidente

Hommes

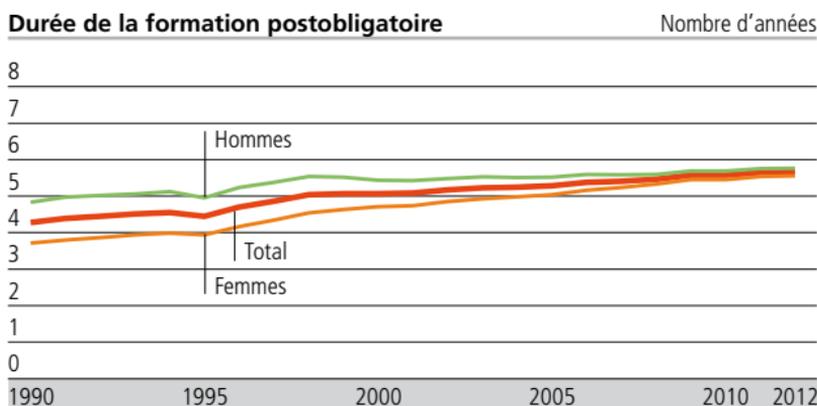


Femmes



■ Degré tertiaire

■ Degré secondaire II et au-dessus



La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à 36,4% en 2013 (y c. maturité spécialisée).

Dans les hautes écoles également, le nombre de diplômés a plus que triplé entre 2000 et 2013. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de presque 39% en 2013 à 45% en 2022.

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée. Les hommes continuent de suivre des études plus longues, alors que les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire. Elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Quelques titres de formation, en 2013

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 217	57,6
Certif. maturité professionnelle	13 871	47,6
Certif. maturité spécialisée	2 264	82,1
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	65 757	46,8
Dipl. école sup. de commerce	2 253	49,7
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	7 627	48,6
Diplôme fédéral	2 786	24,9
Brevet fédéral	14 042	38,0
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	387	67,7
Bachelor	13 713	53,1
Master	11 865	51,4
Doctorat	3 631	43,8
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)		
Diplôme	886	49,4
Bachelor	14 420	54,5
Master	3 334	58,9

¹ Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2012/13
Personnel des hautes écoles, en 2013

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 608	95,8
Scolarité obligatoire ¹	59 108	73,1
Degré primaire	28 139	82,3
Degré secondaire I	22 361	54,1
Degré secondaire II ²	16 805	41,5
Hautes écoles universitaires	38 748	43,9
Professeurs	3 609	19,2
Autres enseignants	2 651	27,3
Assistants ³	19 699	42,9
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	15 773	44,8
Professeurs	2 109	32,0
Autres enseignants	5 285	39,5
Assistants ³	3 602	42,1

¹ Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

² Formation générale et professionnelle

³ Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2012

en milliards de francs

Total	34,7
dont rémunération des enseignants	16,9
Scolarité obligatoire (y c. préscolarité)	15,0
Ecoles spéciales	1,9
Accueil de jour	0,4
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,3
Hautes écoles	7,6
Inclassable	0,5

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2011 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,96% de son PIB consacrés à la R-D (2012), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2012, quelque 18,5 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 69%, les hautes écoles pour 28%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2012, elles y ont consacré près de 15 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 13 milliards de francs dépensés pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →

Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec près de 1,6 million de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 Minutes», arrive également en tête pour son lectorat, avec 555 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino plus», un titre payant (130 000 lectrices et lecteurs). Lancé en septembre 2011, le «20 Minuti» en langue italienne compte déjà près de 90 000 lectrices et lecteurs.

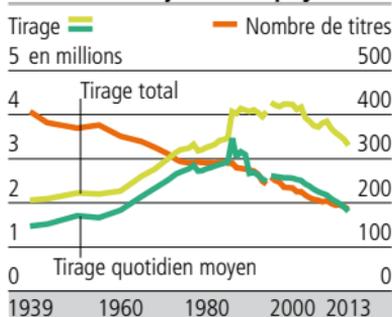
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du XX^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 11 millions fin 2013, soit 136 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5,2 millions début 2014. La convergence se manifeste dans la très forte croissance du nombre d'abonnés de téléphonie mobile accédant à internet à large bande (3G+), qui est passé de 1,2 millions en 2010 à 3,6 millions en 2014.

Les dix plus grandes bibliothèques

Le nombre des documents accessibles par le biais des bibliothèques est très important: en 2013, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant plus de 53 millions d'exemplaires.

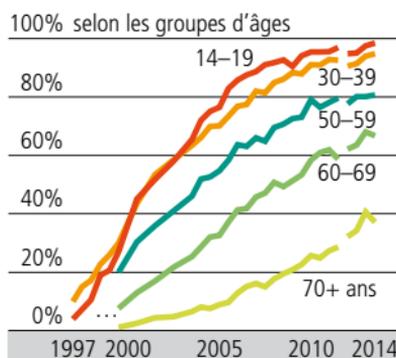
Évolution des journaux payants



Source: Association Médias Suisses / REM (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

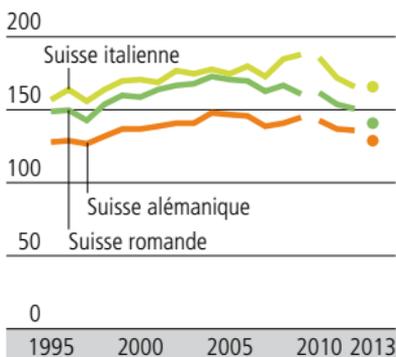
Part des utilisateurs réguliers¹



1 Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983-2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2010	2012	2013
Suisse alémanique	117	110	109
Suisse romande	103	93	89
Suisse italienne	106	105	104

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Dépenses culturelles des ménages privés

Entre 2009 et 2011, les dépenses culturelles totales des ménages privés se sont élevées à 11,1 milliards de francs par an en moyenne, soit 272 francs par mois et par ménage. Cela représente environ 5% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, des livres, des abonnements TV et Internet ainsi que pour des appareils de lecture et de réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales, plus précisément 78% ou 8,7 milliards de francs. En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 745 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2012, un cinquième des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (584 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtre». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 553 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 344, 270, 152 et 64 millions de francs.

Le paysage cinématographique suisse

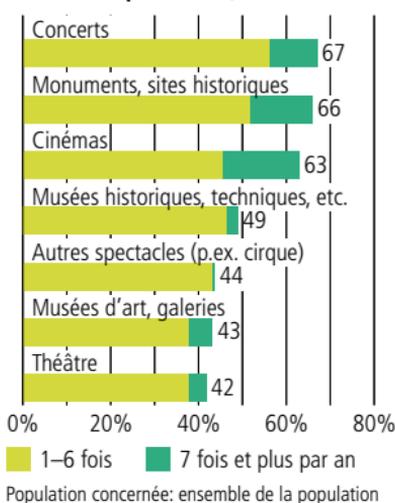
Après avoir atteint un pic en 1963 et 1964 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectatrices et spectateurs a reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992 a marqué un premier creux de la vague, avec 302 cinémas (382 salles) et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais non celui des spectatrices et spectateurs (2013: 533 salles et 13,7 millions d'entrées).

Avec la digitalisation, l'offre de films a elle aussi beaucoup changé. Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1700. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 14% environ.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Culture, médias, société de l'information

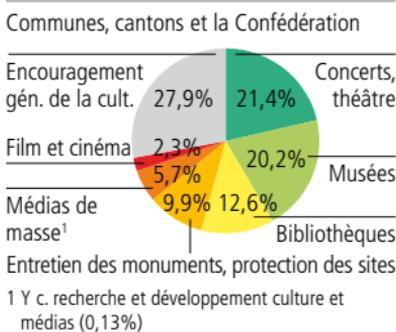
Les pratiques culturelles

Taux de fréquentation, en 2008



En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 745 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2012

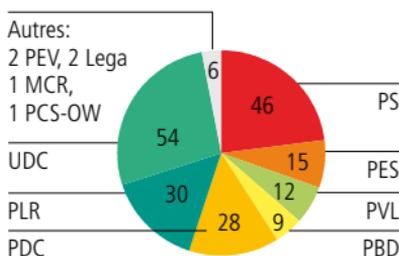


Source: Administration fédérale des finances (AFF)

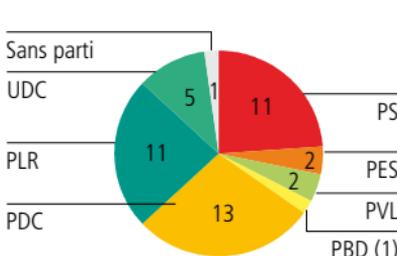
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PLR, 2 PS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2011: mandats



Conseil des Etats 2011: mandats



Elections au Conseil national 2011

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	15,1	30	7	23	23,3
PDC	12,3	28	9	19	32,1
PS	18,7	46	21	25	45,7
UDC	26,6	54	6	48	11,1
PVL	5,4	12	4	8	33,3
PBD	5,4	9	2	7	22,2
PES	8,4	15	6	9	40,0
Petits partis de droite ¹	2,7	3	1	2	33,3
Autres ²	5,4	3	2	1	66,6

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² 2 PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST, Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national de 2011

Les élections au Conseil national de 2011 ont marqué un changement dans l'évolution du paysage des partis des dernières décennies. Si l'érosion des partis bourgeois traditionnels PLR et PDC s'est poursuivie, elle a profité, pour la première fois depuis longtemps, non pas à l'UDC, mais au PVL et au PBD, les derniers-nés des partis.

Ces deux partis sont les seuls vrais gagnants des élections au Conseil national de 2011. Presque tous les autres partis font par contre partie des perdants de manière plus ou moins marquée. Les partis bourgeois PDC, PLR et UDC ainsi que les Verts ont enregistré les plus fortes pertes.

Abbréviations des partis

PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

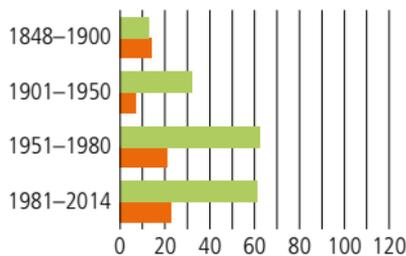
PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romands

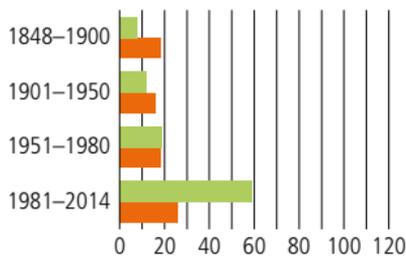
¹ En 2009, fusion du PRD avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaleux»

Votations populaires fédérales

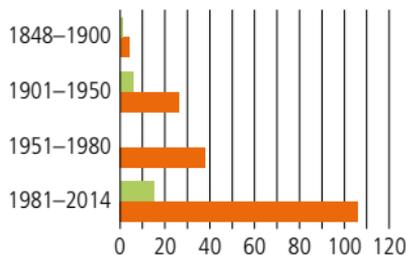
Référendums obligatoires¹



Référendums facultatifs



Initiatives populaires²

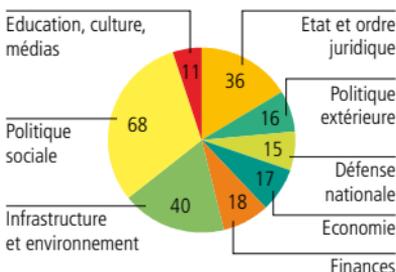


■ Accepté ■ Rejeté

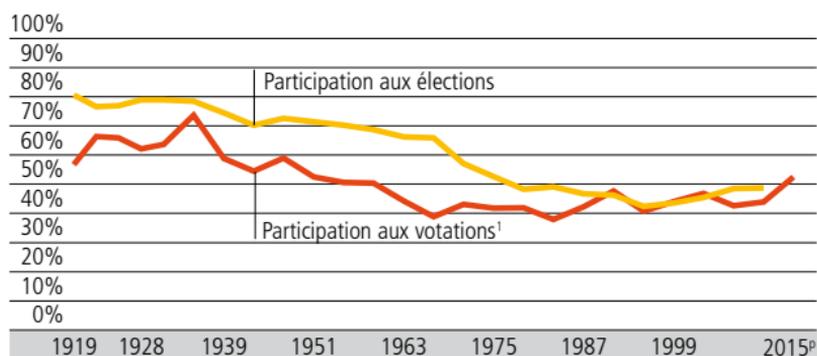
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991-2014



Participation aux élections et aux votations



¹ Il s'agit de moyennes établies pour les votations qui ont eu lieu au cours des deux ans précédant et suivant les élections au Conseil national. Jusqu'en 1931, la période considérée est de deux fois une année et demie, car les élections avaient alors lieu tous les trois ans.

Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement (45%).

Comptes des administrations publiques							en milliards de francs		
	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2013 ²	2000	2010	2013 ²	2000	2010	2013 ²
Total¹	163,9	192,6	205,1	152,2	190,6	202,1	11,8	2,1	2,9
Confédération	52,0	62,9	66,3	48,2	60,0	63,9	3,8	2,9	2,4
Cantons	63,2	77,5	81,4	60,3	76,5	82,7	2,8	1,0	-1,3
Communes	42,1	42,7	45,0	40,6	43,2	45,3	1,5	-0,6	-0,3
Assurances sociales	44,5	53,6	59,7	41,1	54,9	57,5	3,4	-1,3	2,1

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques						en milliards de francs
	1990	2000	2010	2011	2012	2013 ³
Total¹	104,8	220,4	208,2	208,0	216,1	218,9
Confédération	38,1	108,1	110,0	110,2	112,3	111,8
Cantons	29,2	63,1	52,5	51,3	50,9	58,8
Communes	37,4	49,1	45,8	46,4	46,6	47,8
Assurances sociales	0,1	5,8	7,4	6,1	6,3	4,8

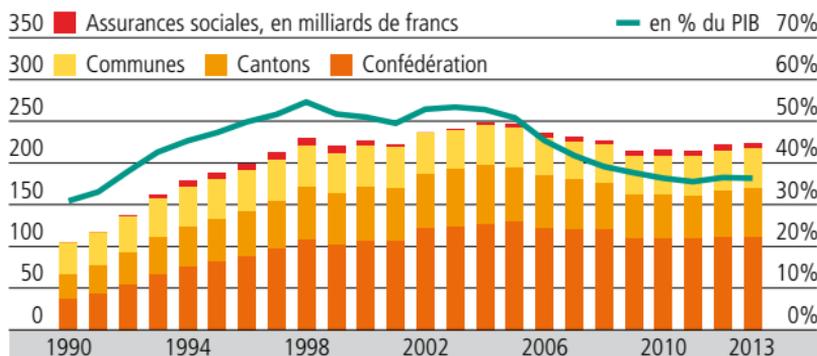
Par habitant, en francs² 15 503 30 595 26 456 26 148 26 265 26 898

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Aux prix courants

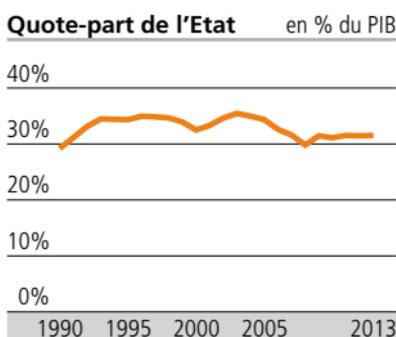
3 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques



La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.



Le taux d'endettement suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à la reprise conjoncturelle observée jusqu'à la première moitié de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement, etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes brutes se réduire continuellement de 2005 à 2011. Celles-ci se sont toutefois remises à progresser en 2012. La quote-part de la dette s'élevait à 34,5% fin 2013.

Recettes des administrations publiques

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2011	2012
Total	192,6	199,4	199,5
Recettes ordinaires	192,6	199,1	198,8
Recettes d'exploitation	182,2	188,0	188,4
Recettes fiscales	161,0	166,3	167,8
Patentes et concessions	3,9	4,0	2,7
Compensations	16,4	16,7	16,8
Recettes diverses	0,2	0,2	0,2
Recettes de transfert	0,7	0,7	0,9
Recettes financières	8,4	8,6	8,2
Recettes d'investissement	2,0	2,5	2,2
Recettes extraordinaires	0,0	0,3	0,7
Revenus extraordinaires	0,0	0,0	0,7
Recettes d'investissements extraordinaires	–	0,3	0,0

Dépenses des administrations publiques par fonction

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2011	2012
Total	190,6	197,6	199,2
Administration générale	14,1	17,0	16,5
Ordre et sécurité publique, défense	14,4	15,1	15,1
Formation	32,8	33,9	34,7
Culture, sport et loisirs, église	5,0	5,1	5,1
Santé	11,4	12,1	13,7
Sécurité sociale	74,9	75,5	77,1
Trafic et télécommunications	16,6	17,9	16,8
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	6,1	6,0	6,1
Economie publique	7,5	7,5	7,6
Finances et impôts	7,8	7,5	6,4

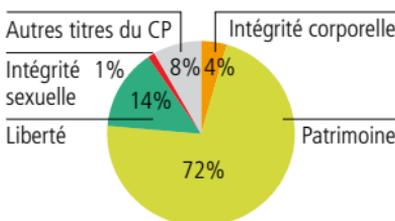
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

475 077 affaires criminelles totalisant 725 687 infractions ont été enregistrées en 2013. 79% de ces infractions relevaient du Code pénal (CP), 13% de la loi sur les stupéfiants (Lstup), 6% de la loi sur les étrangers (LEtr) et 2% de lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 93% pour les homicides et 17% pour les infractions contre le patrimoine.

La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 46% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 55% parmi ceux pour infraction à la Lstup et de 58% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 29%, 21% et 22%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 26%, Lstup: 25%, autres: 19%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 85% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2013

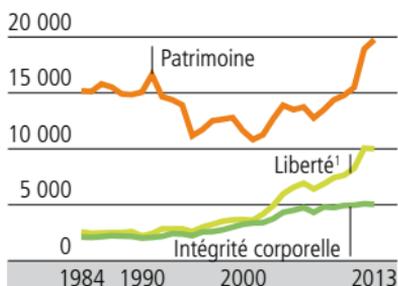


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entretemps plus que doublé et se situe à environ 109 300 en 2013. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

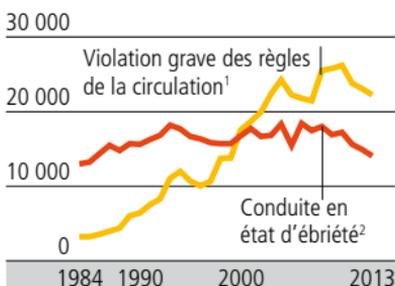
Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une augmentation de 21% les 2 dernières années. Le nombre des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a régulièrement augmenté, notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, par contre une augmentation de 12% a été enregistrée en 2013 dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

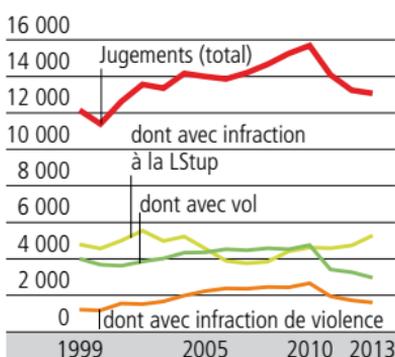


1 Art. 90 ch. 2 LCR

2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

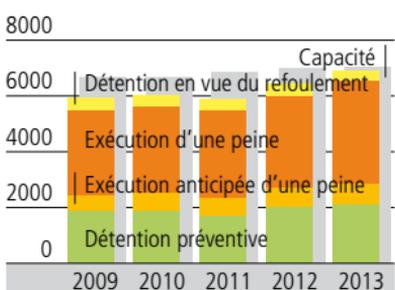
Le nombre de jugements pénaux des mineurs tend à diminuer (-17% entre 2010 et 2013). Il est plutôt en hausse pour les infractions à la LStup et stable pour les infractions à la loi sur la circulation routière. Il est en baisse pour les cas de vol et des infractions de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux des mineurs pour infractions de grave violence se maintiennent stables à un niveau bas.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 110 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2013, comptant au total 7048 places. Au jour de référence, le 4 septembre 2013, 7072 places étaient occupées. Le taux d'occupation dépassait légèrement les 100%. Sur les 7072 personnes incarcérées, 63% exécutaient une peine, 30% se trouvaient en détention préventive, 5% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 2% restants l'étaient pour d'autres raisons.

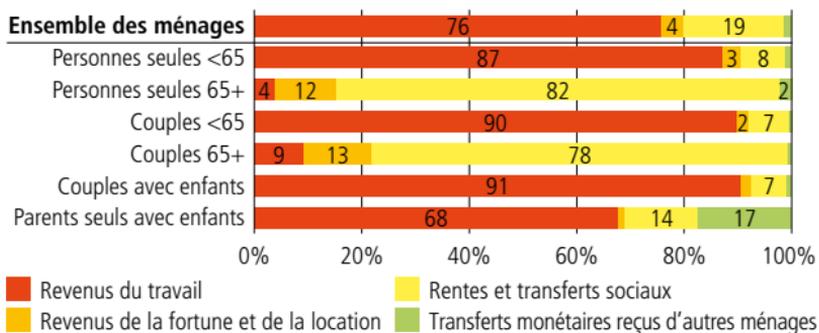
Effectifs selon le type de détention



Récidive

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 23% en 2009, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2012); il était de 34% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés (adultes: 60%; mineurs: 68%).

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2009–2011



Budget des ménages: revenus

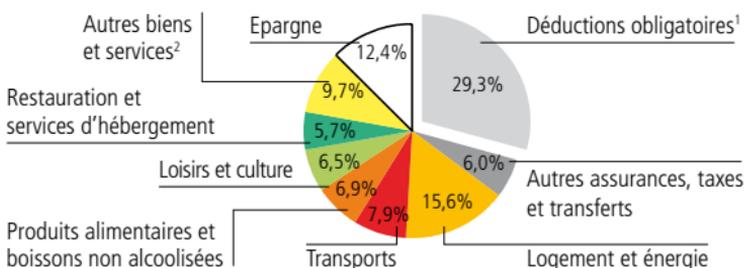
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 17%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 12% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2009–2011



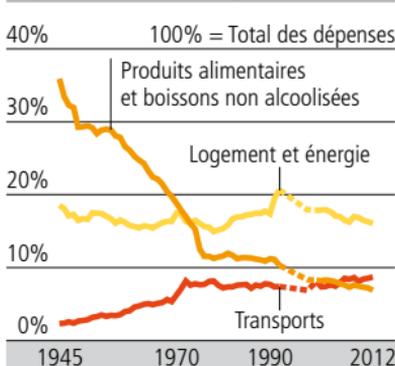
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

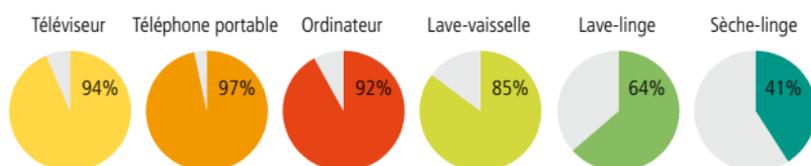
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à presque 9%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equiperment en biens de consommation, en 2012

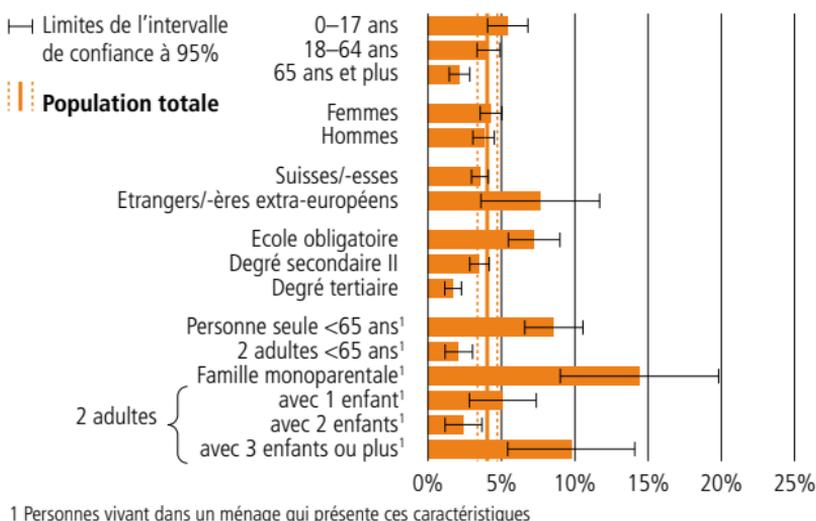


Equiperment en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 92% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 97% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2012, plus de 85% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2013



Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2013, seules 1% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à près de 4%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 20% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et ses alentours: 16% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 15% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 12% vit dans un logement trop humide. En outre, 9% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

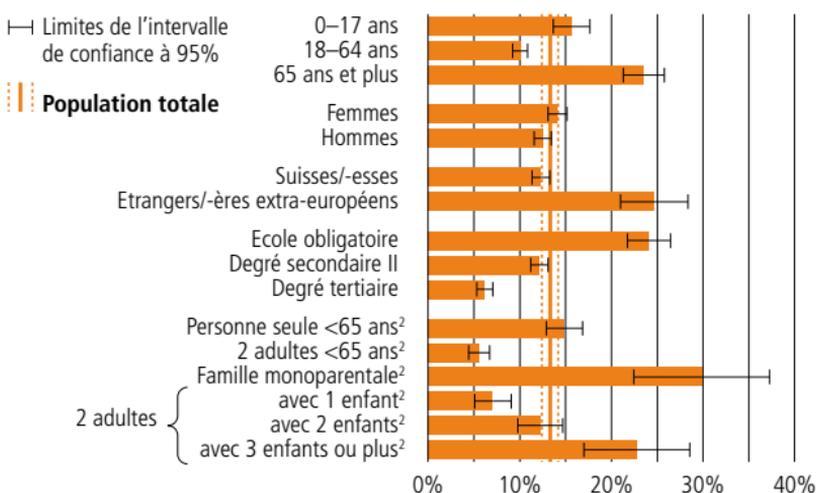
En 2012, 7,7% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 590 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était d'environ 2200 francs par mois pour une personne seule et d'environ 4050 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 13,3% (2013), soit environ 1 035 000 personnes. En 2013, le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de quelque 2560 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, d'environ 5380 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2012, 130 000 personnes, soit 3,5% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

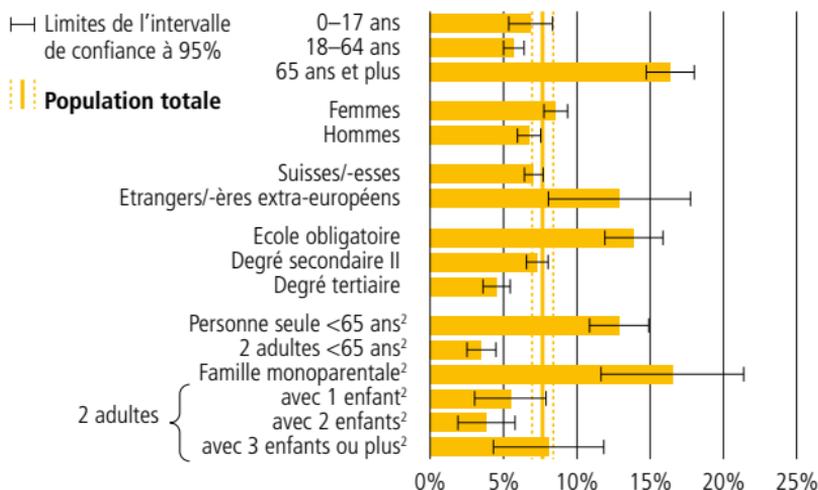
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2013



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2012



1 Le taux de pauvreté et le taux de risque de pauvreté sont calculés sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle.

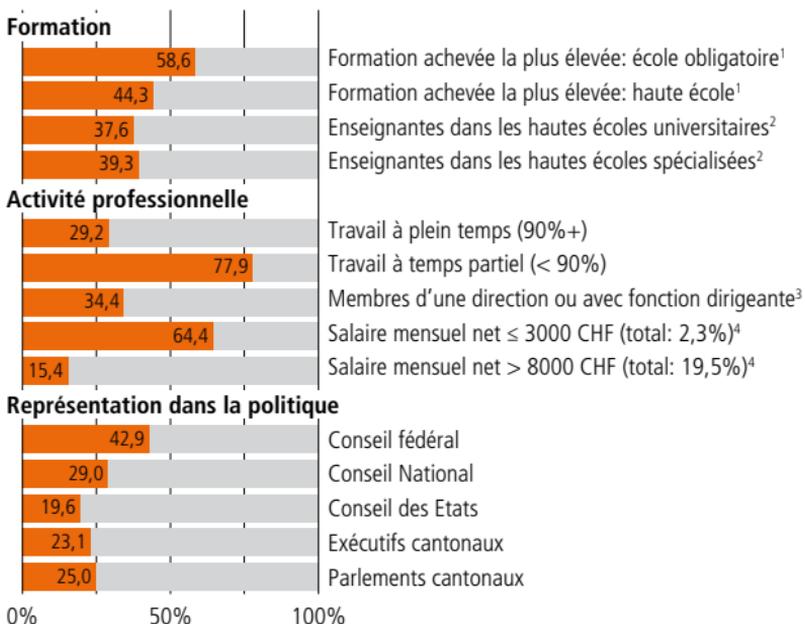
2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2013, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen quatre fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2010-2014)



1 Population résidante de 25 à 64 ans

2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

3 Saliarié-e-s

4 Saliarié-e-s occupé-e-s à plein temps, secteurs privé et public (Confédération)

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommes-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd’hui?

La santé de la population s’améliore	↗ ↗ ✓	Les condamnations pour infractions de violence grave augmentent	↘ ↗ ✗
Les revenus augmentent légèrement	↗ ↗ ✓	Le taux de chômage au sens du BIT est en augmentation	↘ ↗ ✗

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L’aide publique au développement augmente	↗ ↗ ✓	L’écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↘ ✓
Près d’une personne sur treize vit en dessous du seuil de pauvreté	↘ ↘ ✓		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s’améliorent	↗ ↗ ✓	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	↗ ↗ ✓
Après une augmentation, la dette publique est revenue en-dessous du niveau atteint en 1992	↘ ↘ ✓	Les populations d’oiseaux nicheurs sont en augmentation	↗ ↗ ✓
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	↗ → ≈	Les surfaces d’habitat et d’infrastructure par habitant augmentent	→ ↗ ✗

4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l’économie	↘ ↗ ✗	La consommation finale d’énergie par personne diminue	↘ ↘ ✓
La part des transports publics augmente	↗ ↗ ✓	L’intensité matérielle diminue	↘ ↘ ✓

Evolution visée

- ↗ Augmentation
- Stabilisation
- ↘ Diminution

Evolution observée

- ↗ Augmentation
- Pas de modification notable
- ↘ Diminution

Qualification de l’évolution depuis 1992

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ indifférente
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation.

Il se pose en outre un problème d’équité entre les générations: c’est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd’hui de conditions relativement favorables. Ainsi, près de 14% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des surfaces d’habitat et d’infrastructure se fait en grande partie au détriment des surfaces agricoles.

L’**empreinte écologique** indique le niveau d’exploitation et les limites des ressources naturelles renouvelables. Actuellement, en Suisse, l’empreinte écologique par personne est près de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d’énergie. Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d’un pays est élevé, plus l’empreinte écologique de ce dernier est grande. L’empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d’Europe occidentale. Les Etats-Unis et quelques pays d’Europe consomment plus de 4 fois plus que la biocapacité mondiale disponible, alors que les pays d’Asie du Sud-Est et africains en consomment nettement moins.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

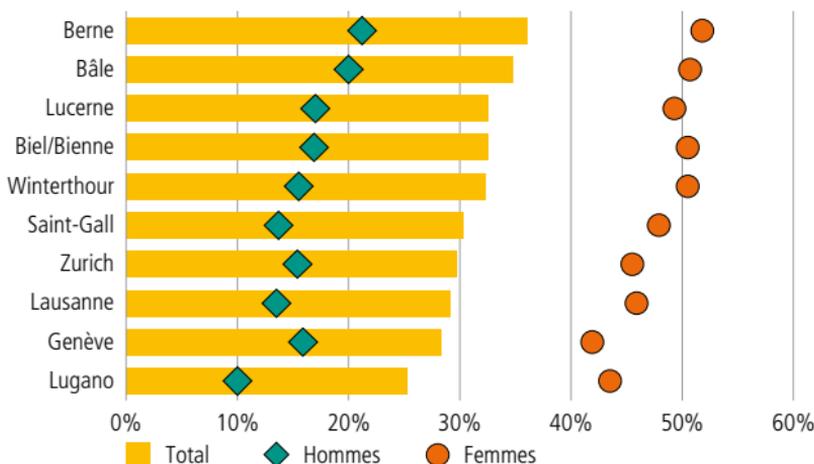
Audit urbain: La qualité de vie dans les villes

Le projet «Audit urbain» a repris en 2014 le concept de l'OCDE¹ de la qualité de vie au niveau des villes et l'a adapté pour les dix villes suisses de l'Audit urbain. Deux des 24 indicateurs sont représentés ici à titre d'exemple.

¹ OCDE (2011), «Comment va la vie? Mesurer le bien-être», publication OCDE

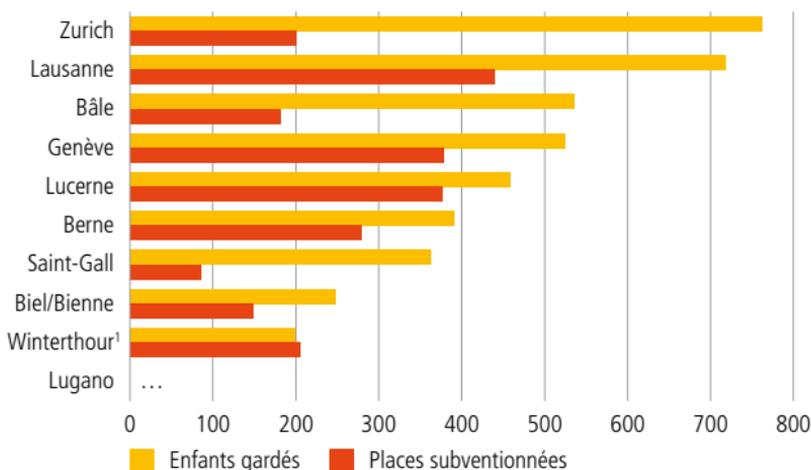
Travail à temps partiel, en 2013

Part des personnes actives occupées ayant un taux d'occupation <90%



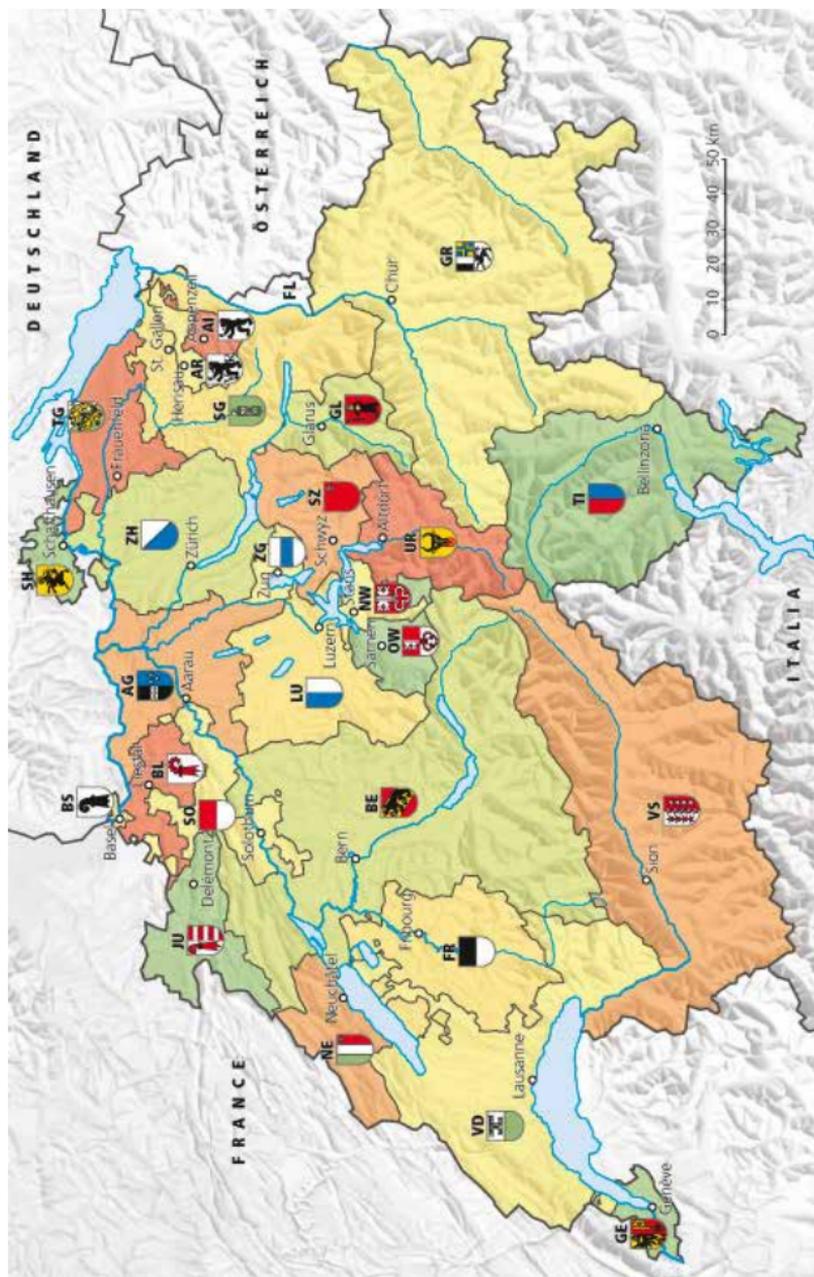
Garde des petits enfants, en 2013

Pour 1000 enfants d'âge préscolaire (0-3 ans)



¹ Seulement enfants en garderies subventionnées

La Suisse et ses cantons



26 cantons
148 districts
2324 communes

Etat 1.1.2015

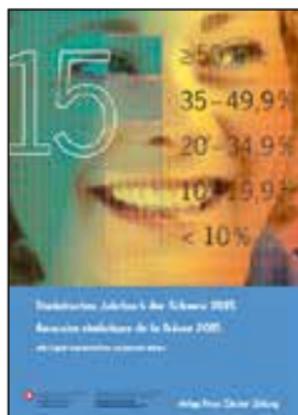
o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2015

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Un chapitre de cartes séparé est consacré aux nouveaux résultats de la statistique de la superficie de la Suisse.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 600 pages reliées, Fr. 120.–. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Atlas graphique et statistique de la Suisse 1914–2014

L'«Atlas graphique et statistique de la Suisse» de 1914 est l'un des premiers et des plus complets atlas nationaux thématiques de la Suisse. Il forme aussi un très important condensé graphique des 50 premières années de la statistique publique dans notre pays. A l'occasion des 100 ans de la publication de cet ouvrage impressionnant et encore très difficile à obtenir, l'Office fédéral de la statistique l'a reproduit intégralement pour le rendre accessible à un large public intéressé.



De plus, les tableaux originaux de 1914 ont été complétés par de nouvelles cartes et de nouveaux diagrammes statistiques présentant des données chiffrées de 2014 consacrées aux mêmes thèmes. Ainsi, l'atlas propose sous la forme d'une «édition complémentaire» des comparaisons directes et un passionnant voyage visuel à travers les structures sociétales et spatiales de la Suisse d'il y a cent ans et de la Suisse d'aujourd'hui.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 130 pages reliées, Fr. 89.– (TVA excl.). Disponible auprès de l'Office fédéral de la statistique. e-mail: order@bfs.admin.ch

Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

